

The background of the page features a photograph of two men in business suits. The man on the left is older with grey hair, and the man on the right is younger with a beard and glasses. They are both smiling and looking towards the right, where they appear to be holding a document together. The setting is a factory or industrial environment, with blurred machinery and structural elements in the background. A large green diagonal shape is overlaid on the top left and bottom left corners of the image.

RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE 2018

LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- Le rapport de gestion
- Le rapport de la direction
- Les états financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant
- Le relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
- Le relevé des autres investissements
- Le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires

CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celui-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

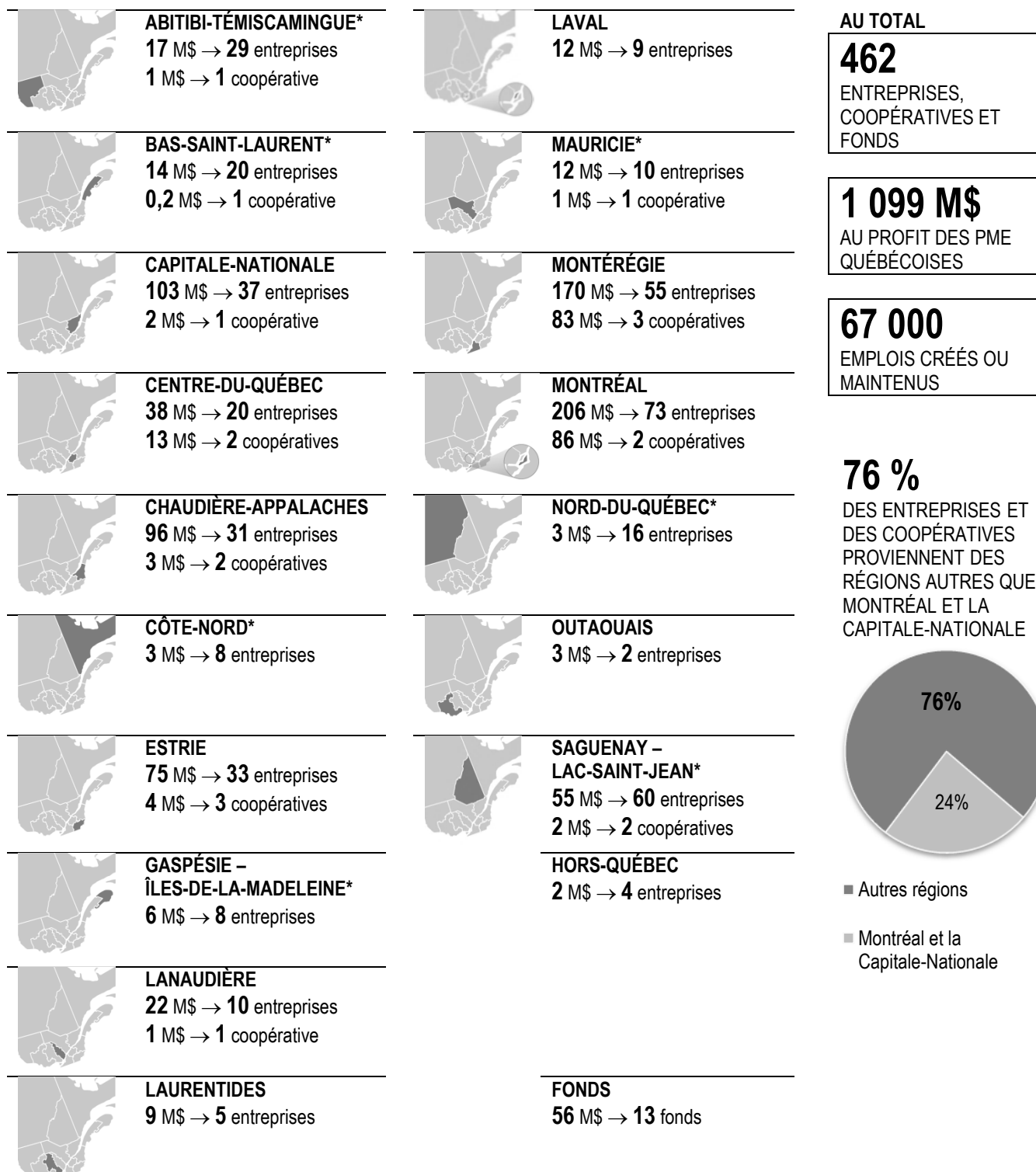
Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.

FAITS SAILLANTS

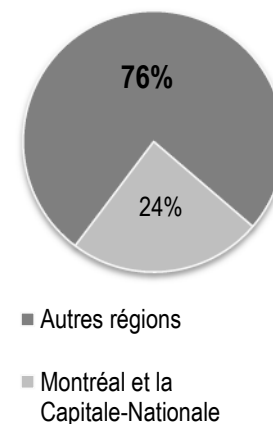
DES ENGAGEMENTS PARTOUT AU QUÉBEC

CRCD et son écosystème¹ contribuent réellement au développement économique des régions. Au 30 juin 2018, les fonds engagés se répartissaient comme suit :



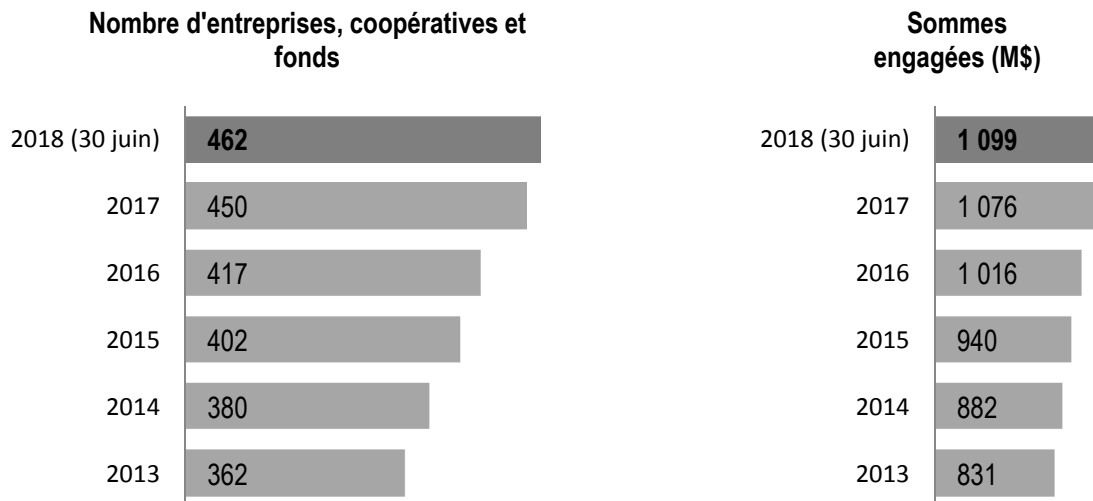
* Région ressource

¹ Se référer à la section « Écosystème entrepreneurial » pour le détail des principaux fonds de l'écosystème.



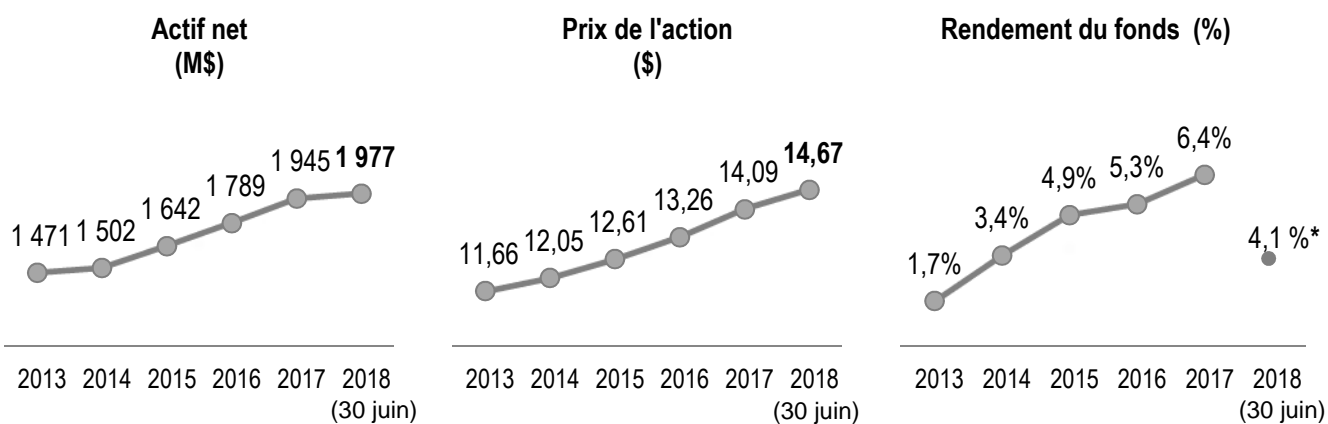
CRCD ET SON ECOSYSTÈME APPUIENT LES ENTREPRISES ET COOPÉRATIVES QUÉBÉCOISES

AU 30 JUIN 2018 ET AUX 31 DÉCEMBRE



DONNÉES FINANCIÈRES CRCD

AU 30 JUIN 2018 ET AUX 31 DÉCEMBRE



*Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2018.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2018. Ces renseignements découlent des états financiers individuels annuels audités de CRCD.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

(en milliers de \$, sauf indication contraire)	30 JUIN 2018 (6 mois)	31 DÉC. 2017	31 DÉC. 2016	31 DÉC. 2015	31 DÉC. 2014	31 DÉC. 2013
Produits	21 327	51 392	44 449	45 269	44 422	51 982
Gains sur investissements	74 304	96 541	78 869	64 035	42 884	10 670
Bénéfice net	77 940	112 757	85 957	74 806	49 245	24 950
Actif net	1 977 177	1 945 342	1 789 417	1 642 076	1 502 462	1 470 576
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	134 794	138 080	134 944	130 183	124 665	126 165
Ratio des charges opérationnelles totales ⁽¹⁾ (%)	1,8	1,7	2,0	1,9	2,1	2,0
Ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires ⁽¹⁾ (%)	1,8	1,9	2,2	2,0	2,2	2,2
Taux de rotation du portefeuille :						
- Investissements à impact économique québécois (%)	8	16	11	19	19	16
- Autres investissements (%)	60	87	126	131	102	108
Ratio des frais d'opération ⁽²⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	103 304	105 614	104 317	102 222	96 236	100 861
Émission d'actions ordinaires	1 595	134 850	133 401	149 882	62 906	149 995
Frais d'émission d'actions ordinaires, nets des impôts afférents	27	2 396	1 579	1 750	764	1 739
Rachat d'actions ordinaires	47 673	89 285	70 438	83 324	79 501	59 075
Investissements à impact économique québécois au coût	854 606	828 255	787 142	738 596	675 355	671 547
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	1 114 887	1 033 951	921 518	817 199	710 923	733 907
Fonds engagés mais non déboursés	133 700	183 606	189 121	171 082	193 764	227 593

⁽¹⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites aux états individuels du résultat global par l'actif net à la fin de la période ou par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Le ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires est calculé de la même manière, mais en ajoutant les frais d'émission d'actions ordinaires inscrits aux états individuels des variations de l'actif net au total des charges.

⁽²⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE

(en \$)	30 JUIN 2018	31 DÉC. 2017	31 DÉC. 2016	31 DÉC. 2015	31 DÉC. 2014	31 DÉC. 2013
Actif net par action ordinaire au début de la période / de l'exercice	14,09	13,26	12,61	12,05	11,66	11,47
Augmentation attribuable à l'exploitation	0,58	0,84	0,66	0,59	0,40	0,20
Intérêts, dividendes, distributions et honoraires de négociation	0,16	0,38	0,34	0,35	0,36	0,41
Charges d'exploitation	(0,13)	(0,24)	(0,26)	(0,23)	(0,25)	(0,23)
Impôts sur les bénéficiaires	-	(0,02)	(0,03)	(0,03)	(0,06)	(0,07)
Gains (pertes) réalisés	0,05	0,06	0,18	0,29	0,52	0,03
Gains (pertes) non réalisés	0,50	0,66	0,43	0,21	(0,17)	0,06
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	-	(0,01)	(0,01)	(0,03)	(0,01)	(0,01)
Actif net par action ordinaire à la fin de la période / de l'exercice	14,67	14,09	13,26	12,61	12,05	11,66

APERÇU

CRCD a clôturé son premier semestre 2018 avec un bénéfice net de 77,9 M\$ (68,7 M\$ pour la même période en 2017), soit un rendement non annualisé de 4,1 % (3,9 % au 30 juin 2017), résultant en une augmentation de l'actif net par action à 14,67 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 juin 2018, comparativement à 14,09 \$ à la fin de l'exercice 2017. CRCD vise un bon équilibre entre le rendement à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée depuis plusieurs années par CRCD lui permet de bénéficier d'une bonne complémentarité entre les portefeuilles des investissements à impact économique québécois et des autres investissements et de connaître des variations plus modestes lors de fluctuations importantes des marchés. CRCD connaît d'ailleurs un rendement favorable depuis plus de neuf ans.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche un rendement non annualisé de 8,8 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2018, comparativement à un rendement de 7,3 % pour la même période un an plus tôt. Au 30 juin 2018, le coût des investissements à impact économique québécois s'élève à 854,6 M\$ dont 105,7 M\$ ont été déboursés durant le premier semestre 2018. Au 30 juin 2018, les fonds engagés mais non déboursés, représentant des investissements déjà convenus avec des entreprises, coopératives ou fonds et qui seront éventuellement déboursés par CRCD, se chiffrent à 133,7 M\$. Les nouveaux engagements de la période s'élèvent à 55,8 M\$. L'activité des autres investissements a généré un rendement non annualisé de 0,9 % pour le premier semestre 2018, comparativement à un rendement non annualisé de 2,5 % pour la période correspondante de 2017.

Au cours du semestre, les émissions d'actions ordinaires se sont élevées à 1,6 M\$, soit le solde de l'émission 2017 qui s'est terminée le 9 février 2018. La période de souscription pour l'émission 2018 débutera à compter de l'automne. Pour plus de détails, se référer à la section « Souscriptions » du présent rapport. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 47,7 M\$. L'actif net a ainsi atteint 1 977,2 M\$. Le nombre d'actionnaires au 30 juin 2018 était de 103 304. Au 30 juin 2018, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à plus de 964 M\$.

NOTRE VISION SUR L'ENTREPRENEURIAT QUÉBÉCOIS

Le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement et de la croissance des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a des répercussions importantes sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale, ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois nécessaires à la santé de l'économie de la province.

De concert avec son gestionnaire Gestion Desjardins Capital inc. (Desjardins Capital ou DC), anciennement connu sous le nom de Desjardins Capital de risque inc., CRCD, dans la réalisation de sa mission, vise à se différencier et à jouer un rôle unique sur ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

AU CŒUR DE LA CROISSANCE DES ENTREPRISES

Que ce soit en termes d'accompagnement, de maillage ou de formation offerts à nos entreprises partenaires ou par le développement de notre offre de produits et le partage de notre réseau d'affaires, CRCD, par le biais de son gestionnaire, DC, agit sur de nombreux tableaux pour faire croître les PME et coopératives québécoises d'ici.

Joueur de premier plan sur l'échiquier du capital de développement au Québec, DC contribue à la vitalité de l'économie québécoise en finançant nos entreprises dans leur croissance, en dynamisant nos régions, en soutenant la relève et les emplois pour bâtir un Québec solide maintenant et pour les générations futures. Leader québécois en transfert d'entreprises, nous avons déjà réalisé quelques centaines de transactions contribuant ainsi à la continuité et à la pérennité de nos fleurons. De plus, DC appuie les entreprises en démarrage ou au premier stade de leur développement qui font appel à des innovations technologiques ou industrielles et qui misent sur de nouvelles utilisations de technologies existantes.

DC vient également soutenir les PME québécoises dans leur expansion en Europe avec le nouveau fonds Desjardins Capital transatlantique s.e.c qui a été autorisé au cours du premier semestre. Avec ce nouveau fonds, une nouvelle expertise s'offre aux entrepreneurs québécois, bien au-delà de l'argent, par l'appui au développement international avec une équipe implantée sur le terrain. En effet, un représentant de DC sera sur le territoire français pour appuyer les entrepreneurs québécois qui veulent développer de nouveaux marchés en s'implantant en Europe, par l'ouverture de bureaux ou l'acquisition de compétiteurs.

Véritable catalyseur dans le processus de développement des affaires auprès de ses partenaires actuels et potentiels, DC assure le maintien d'une relation de proximité avec les entrepreneurs de l'ensemble de la province en créant plusieurs opportunités de rencontres. Ces entretiens permettent d'y rencontrer entrepreneurs, partenaires d'affaires et experts ayant des questionnements sur des sujets d'actualité tels que les défis de croissance et les enjeux liés à la relève d'entreprise. Des opportunités de rassemblements régionaux favorisent le réseautage et le maillage.

Notre accompagnement va bien au-delà du partage de notre vaste réseau interne et externe de relations d'affaires. Diverses ententes ont été négociées, tantôt chez Desjardins tantôt avec d'autres firmes externes spécialisées, pour offrir à nos entrepreneurs des services à valeur ajoutée dans la poursuite de leurs objectifs.

Qui plus est, DC offre du soutien sur mesure pour l'implantation et le suivi d'une saine gouvernance des PME qui apportent une valeur ajoutée indéniable à nos entreprises partenaires. Toujours très actif en la matière, DC possède un réseau de près de 250 administrateurs d'une compétence et d'une expertise inégalée dans l'industrie. Leur rôle est d'aider les entrepreneurs à implanter un forum de gouvernance en appui à la stratégie et la croissance de leurs affaires. Ils ont accès à des outils de travail et ils sont régulièrement formés et évalués afin de pouvoir répondre efficacement aux besoins des entreprises avec lesquelles ils collaborent. Notre modèle de gouvernance entrepreneuriale basé sur l'agilité, la simplicité, la pensée stratégique et l'adéquation aux besoins de l'entreprise est une forme d'accompagnement unique et très appréciée des entrepreneurs partenaires.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE 2018

La progression de l'économie mondiale demeure forte, mais il y a une certaine stabilisation des taux de croissance depuis quelques mois. Le volume du commerce mondial a même ralenti depuis quelques mois, peut-être une conséquence des mesures protectionnistes du gouvernement américain. En zone euro, après une hausse du PIB réel de 2,5 % en 2017, une augmentation de 2,3 % est prévue pour 2018, ce qui reflète une croissance plus lente au premier trimestre dans plusieurs pays de la région. Depuis le référendum sur le Brexit, le Royaume-Uni nage à contre-courant et ne parvient pas à profiter autant que les autres économies industrialisées de l'embellie de la conjoncture mondiale. L'augmentation du PIB réel chinois est passée de 6,7 % en 2016 à 6,9 % en 2017, ce qui représente la première amélioration depuis 2010. Comme en 2017, le gouvernement chinois ciblera une croissance de 6,5 % pour 2018. Il y a cependant moins de risque de voir les résultats dépasser cette cible puisque le gouvernement semble moins prompt à stimuler l'économie. De plus, l'escalade des mesures de restrictions commerciales entre les États-Unis et la Chine devient inquiétante. La hausse du PIB réel mondial devrait passer de 3,7 % en 2017 à 3,9 % en 2018 et en 2019. La menace protectionniste américaine pèse cependant sur ces pronostics.

Les questions internationales ont beaucoup retenu l'attention des investisseurs au cours du deuxième trimestre de 2018. La décision des États-Unis d'imposer de nouvelles sanctions à l'Iran et au Venezuela a contribué à faire bondir les cours pétroliers à des sommets depuis plusieurs années, ce qui a amplifié les pressions haussières sur l'inflation. Une crise politique en Italie a ramené des tensions financières en Europe et un regain de vigueur du dollar américain a fortement désavantagé les pays émergents. Les craintes d'une guerre commerciale ont également remonté à la suite de la décision de l'administration américaine d'imposer des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium à l'Union européenne, au Canada et au Mexique. Ces inquiétudes ont désavantagé les bourses d'outremer, mais les marchés financiers nord-américains ont tout de même bien fait alors qu'ils ont été favorisés par des données économiques encourageantes et par la forte progression des profits des entreprises. Après un premier trimestre négatif, le S&P 500 et le S&P/TSX sont ainsi repassés légèrement au-dessus de leur niveau du début d'année.

Les perspectives économiques favorables et la remontée de l'inflation laissent entrevoir que la normalisation des politiques monétaires se poursuivra malgré les nombreuses incertitudes. La Réserve fédérale américaine a ainsi annoncé un nouveau resserrement monétaire le 13 juin 2018 et ses dirigeants signalent que le rythme d'une hausse de 0,25 % des taux directeurs par trimestre devrait se poursuivre en seconde moitié de 2018. Après avoir monté les taux directeurs en janvier, les autorités monétaires canadiennes ont opté pour le statu quo au cours des trois rencontres suivantes. Le ton des communiqués de la Banque du Canada (BdC) est toutefois devenu de plus en plus positif et cette dernière signalait clairement son intention de procéder bientôt à une nouvelle hausse de ses taux directeurs, ce qu'elle a fait lors de sa rencontre du 11 juillet dernier avec une majoration de 0,25%. Le maintien d'incertitudes importantes concernant l'immobilier et les relations commerciales pourrait toutefois convaincre la BdC de garder un rythme très graduel de hausse des taux directeurs au cours des prochains trimestres. Le resserrement plus lent de la politique monétaire canadienne devrait maintenir un écart important entre les taux obligataires canadiens et américains et garder le dollar canadien en dessous de 0,80 \$ US. L'augmentation des taux obligataires de long terme a été limitée au cours du deuxième trimestre par les nombreuses incertitudes internationales, mais une remontée plus claire devrait être attendue en seconde moitié d'année.

Avec une progression de 2,2 % sur l'ensemble de 2017, le PIB réel américain a connu une nette amélioration par rapport à la hausse de seulement 1,6 % enregistrée en 2016. La croissance n'a été que de 2,2 % au premier trimestre de 2018, une situation décevante alors que l'économie aurait pu se montrer déjà stimulée par les baisses d'impôts. Cependant, une progression de 4,1% à rythme annualisé a été enregistrée au deuxième trimestre de 2018. En plus des effets potentiels de la réforme fiscale, l'économie a été stimulée par une recrudescence des dépenses du gouvernement fédéral avec une croissance de 2,1%. Il reste cependant à voir comment l'économie américaine réagira aux mesures protectionnistes mises en place par l'administration Trump. Pour le moment, un gain de 2,8 % du PIB réel devrait être attendu pour la présente année et une hausse de 2,5 % est prévue pour 2019. Le marché du travail devrait continuer à s'améliorer, tandis que l'inflation devrait progresser plus rapidement.

Le PIB réel canadien n'a progressé que de 1,3 % (à rythme annualisé) au premier trimestre de 2018, soit un résultat inférieur aux attentes. En outre, la demande intérieure a connu sa plus faible croissance depuis la fin de 2016 avec un gain de seulement 2,1 %, notamment en raison de la progression un peu plus faible des dépenses de consommation au début de 2018. L'économie canadienne devrait toutefois rebondir dès le deuxième trimestre. Par la suite, une croissance de près de 2 % est attendue en seconde moitié de 2018. En outre, les dépenses de consommation devraient reprendre un rythme plus rapide. Le marché du travail se porte bien et la croissance des salaires continue de s'accélérer alors que des pénuries de main-d'œuvre sont observées dans certains secteurs et certaines régions. La disparition des capacités excédentaires devrait continuer à favoriser une hausse des investissements non résidentiels au cours des prochains trimestres. La progression des dépenses des entreprises en ouvrages non résidentiels ainsi qu'en machines et en matériel pourrait cependant ralentir quelque peu dans les trimestres à venir. Les incertitudes entourant la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ont monté d'un cran, ce qui pourrait refroidir plusieurs entreprises dans leurs projets de développement. Pour l'instant, l'hypothèse retenue est un renouvellement éventuel de l'accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Les mesures protectionnistes mises en place jusqu'à maintenant auront certes des effets négatifs sur certains secteurs et certaines régions, mais globalement les conséquences pour l'ensemble de l'économie canadienne devraient être sombres toute assez faibles.

La croissance économique a continué de ralentir depuis le début de 2018. La hausse annualisée du PIB réel a été de 1,8 % au premier trimestre de 2018 comparativement à 2,2 % le trimestre précédent. Les dépenses de consommation et celles du secteur résidentiel s'essouffent un peu après une période de forte activité. Le haut niveau de confiance des PME semble enfin se traduire par des investissements, notamment dans le cadre du virage numérique amorcé au Québec. Espérons que les incertitudes entourant les relations commerciales avec les États-Unis n'empêcheront pas les entreprises de maintenir le cap. Le commerce extérieur devra toutefois s'ajuster aux tarifs touchants certaines industries de part et d'autre de la frontière canado-américaine, ce qui risque de toucher la production, l'emploi et les investissements de certaines entreprises. Le contexte économique est pour l'instant favorable, mais des risques importants teintent les perspectives. Une croissance du PIB réel de 2,2 % est estimée pour 2018, soit un ralentissement par rapport à celle de 3,0 % l'an dernier.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCO affiche un bénéfice net de 77,9 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2018, soit un rendement non annualisé de 4,1 %, comparativement à un bénéfice net de 68,7 M\$ (rendement non annualisé de 3,9 %) pour la même période en 2017. L'actif net par action augmente ainsi à 14,67 \$ en date du 16 août 2018 sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin du semestre, comparativement à 14,09 \$ à la fin de l'exercice 2017. À titre indicatif, au prix de 14,67 \$, un actionnaire ayant investi sept ans auparavant, obtiendrait un rendement annuel de plus de 13,8 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 50 % conformément au taux applicable le 18 août 2011.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements respectifs de 8,8 % et de 0,9 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 1,0 % sur le rendement non annualisé de CRCD.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en réalisant pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, CRCD devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	30 JUIN 2018				30 JUIN 2017			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 6 mois (%)	Contribution 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 6 mois (%)	Contribution 6 mois (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 080	56,0	8,8	4,7	971	54,8	7,3	3,8
Autres investissements et encaisse	847	44,0	0,9	0,4	802	45,2	2,5	1,2
	1 927	100,0	5,1	5,1	1 773	100,0	5,0	5,0
Charges, nettes des frais d'administration			(1,0)	(1,0)			(1,0)	(1,0)
Impôts sur les bénéfices			(0,0)	(0,0)			(0,1)	(0,1)
Rendement de CRCD			4,1	4,1			3,9	3,9

⁽¹⁾ Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les billets à payer et les contrats de change.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 106,0 M\$ et des cessions de 100,2 M\$ ont été réalisés pour un solde net de 5,8 M\$. Ces investissements nets, combinés à des gains nets réalisés et non réalisés de 75,4 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 1 116,4 M\$ au 30 juin 2018 (1 035,2 M\$ au 31 décembre 2017). La somme des investissements réalisés au cours du premier semestre de 106,0 M\$ est principalement attribuable aux investissements faits dans deux entreprises pour un montant total de 52,2 M\$, ainsi que dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 32,4 M\$.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 133,7 M\$ au 30 juin 2018, comparativement à 183,6 M\$ au 31 décembre 2017. Les engagements totaux au coût au 30 juin 2018 s'élevaient à 988,3 M\$ dans 97 entreprises, coopératives et fonds, dont 854,6 M\$ ont été déboursés. Au 30 juin 2018, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutenait la croissance de 462 entreprises, coopératives et fonds.

Dans son portefeuille d'investissements à impact économique québécois, CRCD a un passif financier de 3,9 M\$ (3,2 M\$ au 31 décembre 2017) qui a varié de 0,7 M\$ au 30 juin 2018 à la suite de la hausse de valeur constatée sur les investissements sous-jacents. Au cours du semestre, CRCD a remboursé l'intégralité des billets à payer liés à l'acquisition de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. en date du 30 novembre 2010, suite à une entente entre les parties (20,2 M\$ au 31 décembre 2017).

Au cours du premier semestre 2018, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 89,3 M\$, soit un rendement de 8,8 %, comparativement à 66,4 M\$ pour la même période en 2017 (rendement de 7,3 %).

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (en milliers de \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2018	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2017
Produits	14 137	18 570
Gains et pertes	75 180	47 870
	89 317	66 440

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. La baisse des produits de 4,4 M\$ entre les deux semestres s'explique principalement par des dividendes plus faibles. Les honoraires de négociation, représentant 1,6 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2018 (2,0 M\$ en 2017), sont gagnés par DC, le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DC par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des

investissements détenus par CRCD évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème continuent de prendre de l'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par CRCD, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 7,1 M\$ pour le premier semestre de 2018 (6,7 M\$ en 2017), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

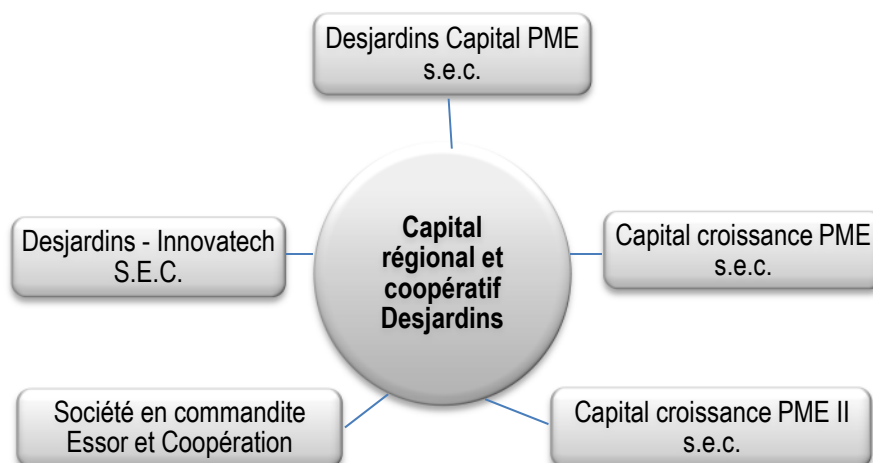
CRCD a enregistré, aux résultats du semestre, un gain réalisé et non réalisé de 75,2 M\$ comparativement à 47,9 M\$ pour la même période en 2017. Pour plus de détails, se référer à la sous-section « Rendement de l'écosystème entrepreneurial » de la section suivante.

Au 30 juin 2018, le niveau de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois est relativement stable comparativement à celui observé au 31 décembre 2017, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, CRCD joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'il a contribué à créer avec son gestionnaire, et ayant chacun sa mission spécifique. Ceci permet à CRCD de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.

Principaux fonds de l'écosystème entrepreneurial



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de CRCD, DC, sont :

- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1^{er} juillet 2010, avait comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 5 M\$. CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagés à y investir, à parts égales, une somme initiale totale de 220 M\$. Le renouvellement de cette entente en 2014 a donné naissance au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II), qui permettait d'engager des sommes additionnelles de 320 M\$, portant ainsi le total des engagements dans les deux fonds à 540 M\$. Au 30 juin 2018, CRCD avait déboursé 245,3 M\$ sur son engagement total de 270 M\$. La période d'investissement de CCPME II ayant pris fin le 30 novembre 2017, les fonds engagés mais non déboursés serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 30 novembre 2023. Un total de 278 entreprises et fonds bénéficiaient de 253,4 M\$ engagés par les fonds CCPME au 30 juin 2018. Depuis leur création, ces fonds ont engagé 455,1 M\$ dans 375 entreprises.
- Le 1^{er} janvier 2018, DC a créé le fonds Desjardins Capital PME s.e.c. (DCPME) en partenariat avec Gestion privée Desjardins. La politique d'investissement de ce nouveau fonds est semblable à celle des fonds CCPME, soit de mettre du capital à la disposition des entreprises québécoises, avec une limite d'investissement haussée à 10 M\$ par entreprise partenaire. Ce fonds pérenne est une société en commandite ouverte, permettant ainsi au nombre de commanditaires de varier. Les engagements de ceux-ci seront effectués sur une base annuelle. Pour l'exercice 2018, les commanditaires, CRCD et le fonds privé GPD stratégie

Complémentaire, se sont engagés à verser 100 M\$. Au 30 juin 2018, CRCDD avait déboursé 22,0 M\$ sur son engagement total de 40,0 M\$ et un total de 27 entreprises et fonds bénéficiaient de 46,8 M\$ engagés par le fonds DCPME.

- CRCDD est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Le taux de participation de CRCDD dans le fonds DI est de 54,5 %. Outre cette participation, CRCDD s'est engagé à effectuer un investissement additionnel sous la forme d'un billet pour un montant maximum de 5,0 M\$ dans DI dont 0,1 M\$ a été déboursé au premier semestre 2018 pour un déboursé total de 1,1 M\$. Ce billet ne vient pas modifier les parts détenues par CRCDD dans ce fonds. DI contribue à la mise en place d'accélérateurs d'entreprises innovantes, en partenariat avec des organismes spécialisés localisés dans différentes régions du Québec, permettant ainsi d'accompagner les entreprises du stade embryonnaire à la commercialisation. Au 30 juin 2018, un total de 65 entreprises et fonds bénéficiaient de 58,5 M\$ engagés par DI.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération), créé le 1^{er} janvier 2013, a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. CRCDD et d'autres partenaires, dont trois sont issus du milieu des coopératives, se sont engagés à apporter des sommes totales de 89,9 M\$. Le taux de participation de CRCDD dans Essor et Coopération est de 94,6 %. Depuis la création de ce fonds, CRCDD a déboursé 31,6 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 30 juin 2018, un total de 16 coopératives bénéficiaient de 30,0 M\$ engagés par Essor et Coopération.

Au total, ce sont 462 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 1 099 M\$ engagés par CRCDD et son écosystème, tout en contribuant au maintien et à la création de 67 000 emplois, au 30 juin 2018. De ce nombre, un total de 19 coopératives bénéficiaient d'engagements de 196,2 M\$ par CRCDD et son écosystème.

Au cours du premier semestre, DC a autorisé conjointement avec la société française Groupe Siparex la création du nouveau fonds Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c. La mission du fonds sera de co-investir dans des PME du Québec et de la France pour les appuyer dans leurs démarches de commercialisation ou d'acquisition de chaque côté de l'Atlantique. Le 4 juillet 2018, CRCDD et d'autres partenaires investisseurs tels que Exportation et développement Canada (EDC), Groupe Siparex et la banque publique d'investissement BPIFrance se sont engagés dans le fonds pour une enveloppe de 75 M€, soit environ 120 M\$. Le taux de participation de CRCDD sera de 60,7 %.

Compte tenu de l'ampleur des sommes allouées à ces fonds et afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCDD considère l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCDD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur quote-part respective revenant à CRCDD.

Les profils d'investissement liés à l'activité « investissements à impact économique québécois » sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis et des actions privilégiées dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque »;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCDD;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises spécialisées en innovations technologiques ou en phases de démarrage, pré-démarrage et post-démarrage.

Rendement de l'écosystème entrepreneurial

RENDEMENT PAR PROFIL D'INVESTISSEMENT	30 JUIN 2018				30 JUIN 2017			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Dettes	311	16,1	2,3	0,4	285	16,0	3,5	0,5
Équité	672	34,9	12,0	4,0	584	33,0	10,7	3,2
Fonds externes	37	1,9	6,8	0,1	55	3,1	(16,4)	(0,6)
Capital de risque	48	2,5	9,5	0,2	31	1,8	42,2	0,7
Sous-total Profils d'investissement	1 068	55,4	8,9	4,7	955	53,9	7,5	3,8
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	12	0,6	(5,3)	(0,0)	16	0,9	(1,3)	(0,0)
Total Écosystème	1 080	56,0	8,8	4,7	971	54,8	7,3	3,8

La bonne performance de l'écosystème entrepreneurial s'explique par le profil d'investissement « Équité » qui affiche un rendement non annualisé de 12,0 %. Ce rendement découle principalement de l'amélioration de la rentabilité de plusieurs entreprises en portefeuille, mais plus particulièrement d'une entreprise dans le domaine manufacturier au cours du semestre. Compte tenu du volume important d'actifs alloués à ce profil, il contribue majoritairement au rendement de 8,8 % de l'écosystème au premier semestre 2018. Le profil d'investissement « Dette » affiche un rendement inférieur comparativement à la même période en 2017, s'expliquant principalement par des variations de valeurs occasionnées par l'augmentation des taux d'intérêts corporatifs au cours du semestre. Les profils d'investissement « Fonds externes » et « Capital de risque » ont un impact limité sur le rendement total du portefeuille en raison de leur taille.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en disposant d'actifs liquides pour faire face aux besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer. Ce portefeuille, composé principalement d'actifs liquides, inclut des titres à revenus fixes, des fonds d'actions mondiales, des fonds d'actions canadiennes et des fonds immobilier. Il procure une solide base de revenus courants à CRCD et assure une saine diversification.

Au 30 juin 2018, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 804,7 M\$ (758,9 M\$ au 30 juin 2017) et se détaillait comme suit :

Portefeuille des autres investissements	AU 30 JUIN 2018		AU 30 JUIN 2017	
	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille
Encaisse et instruments de marché monétaire	64,8	8,0	45,4	6,0
Obligations	396,8	49,3	435,0	57,3
Fonds d'actions mondiales	156,7	19,5	110,9	14,6
Fonds d'actions canadiennes	93,9	11,7	61,9	8,2
Fonds immobilier	92,5	11,5	84,9	11,2
Actions privilégiées	-	-	20,8	2,7
Total portefeuille	804,7	100,0	758,9	100,0

Au 30 juin 2018, 68 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (68 % au 30 juin 2017).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 41 % au terme du premier semestre 2018 (42 % au 30 juin 2017). Les fonds engagés mais non déboursés de 133,7 M\$, représentant 7 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de CRCD, pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

CRCD prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer près de 35 %. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (en milliers de \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2018	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2017
Produits	8 650	8 737
Gains et pertes	(876)	12 131
	7 774	20 868

Les produits sont composés principalement des intérêts, des dividendes et des distributions sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements ont eu une contribution de 7,8 M\$ pour le premier semestre de 2018, comparativement à une contribution de 20,9 M\$ un an plus tôt. Les produits courants sont relativement stables comparativement à 2017. Pour le premier semestre 2018, CRCD a enregistré une baisse de valeur sur son portefeuille des autres investissements de 0,9 M\$.

Le portefeuille obligataire a enregistré une moins-value de 4,3 M\$ qui s'explique principalement par la hausse de 20 points de base du taux directeur depuis décembre 2017. La remontée actuelle des taux d'intérêt a eu un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées au cours du dernier semestre. La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des risques de marché du portefeuille des autres investissements par l'entremise de titres canadiens et mondiaux qui ne sont pas liés au marché obligataire. De plus, CRCD vise un appariement de l'échéance moyenne du portefeuille obligataire avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de CRCD.

Le choix de CRCD d'investir dans des fonds d'actions mondiales et canadiennes afin de diminuer l'exposition au risque de taux d'intérêt a été bénéfique au premier semestre. En effet, cette stratégie a permis d'enregistrer des gains de 1,3 M\$ pour les fonds d'actions mondiales et de 0,7 M\$ pour les fonds d'actions canadiennes. Les fonds d'actions en portefeuille étant à faible volatilité, CRCD n'a pas pleinement bénéficié du contexte économique favorable puisque les secteurs de l'énergie et de la technologie, dans lesquels CRCD est peu investi, ont généré la majorité des gains des marchés boursiers durant le premier semestre de 2018.

Les fonds immobiliers ont donné lieu à un gain de 1,4 M\$ qui s'explique principalement par la réévaluation des immeubles détenus au 30 juin 2018.

SOUSCRIPTION

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec et, à partir de l'automne, sur AccèsD Internet.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation de 1,25 G\$. De par sa loi constitutive, les émissions d'actions sont depuis limitées à un montant équivalent aux rachats de la période d'émission précédente jusqu'à concurrence de 150 M\$. Chaque période d'émission est d'une durée de 12 mois et s'échelonne du 1^{er} mars au dernier jour de février de l'année suivante.

Cependant, depuis quelques années, le gouvernement provincial accorde à CRCD le droit d'émettre des actions pour un montant supérieur à celui prévu dans sa loi. Dans son budget du 27 mars 2018, le gouvernement a autorisé CRCD à émettre 140 M\$ d'actions pour chacune des émissions 2018, 2019 et 2020 et a fixé le taux du crédit d'impôt octroyé pour l'acquisition d'actions à 35 %.

Dans ce même budget, de nouvelles dispositions ont été annoncées concernant la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt provincial de 10 % pour un actionnaire qui repousserait de 7 ans le rachat de ses actions admissibles. Se référer à la section « Événements récents » pour les détails.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD en lien avec l'émission 2018 de 140 M\$, le montant maximum annuel de souscription alloué par investisseur a été établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 050 \$.

La période de détention minimale des actions de CRCD, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour le premier semestre 2018 et l'exercice 2017, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 30 juin 2018, le capital-actions de CRCD s'élève à 1 469,4 M\$ pour 134 793 754 actions ordinaires en circulation.

Au cours du semestre, CRCD a recueilli 1,6 M\$, soit le solde de l'émission 2017 qui s'est terminée le 9 février 2018. La période de souscription pour l'émission 2018 débutera à compter de l'automne.

Au niveau des frais d'émission, une entente a été signée entre CRCD et la Fédération des caisses Desjardins du Québec à l'effet de verser aux caisses une rémunération pouvant atteindre 2,9 % de la valeur des actions vendues.

Pour le premier semestre 2018, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 47,7 M\$ (48,1 M\$ pour la même période en 2017).

Au 30 juin 2018, le solde des actions admissibles au rachat s'élève à plus de 964 M\$. Au cours du deuxième semestre 2018, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 72 M\$ deviendront également admissibles au rachat pour un potentiel d'environ 1 036 M\$ pour l'exercice 2018. CRCD est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats observé au cours des dernières années.

Les souscriptions et principalement les rachats du premier semestre 2018 ont porté le nombre d'actionnaires à 103 304 au 30 juin 2018, comparativement à 105 614 au 31 décembre 2017.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

CHARGES (en milliers de \$)	SEMESTRE	SEMESTRE
	TERMINÉ LE 30 JUIN 2018	TERMINÉ LE 30 JUIN 2017
Frais de gestion	12 701	10 986
Autres frais d'exploitation	3 407	2 659
Services aux actionnaires	1 257	1 198
	17 365	14 843

CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion actuelle d'une durée de trois ans est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018. En vertu de cette convention et de celle effective pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, les frais de gestion sont équivalant à un taux maximum de 1,95 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par

DC liées à la croissance des actifs de CRCD ainsi qu'à l'augmentation, au cours des dernières années, du solde des actions de CRCD admissibles au rachat. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, un tel ajustement à la baisse de 6,6 M\$ a été apporté. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent. La hausse des frais de gestion de 1,7 M\$ est cohérente avec l'augmentation de la valeur moyenne des actifs de CRCD.

La hausse des autres frais d'exploitation de 0,7 M\$ s'explique principalement par des investissements en technologie de l'information nécessaires pour améliorer et simplifier l'expérience des actionnaires au moment de la souscription des actions de CRCD.

Les services aux actionnaires n'ont pas connu de variation significative entre les deux périodes.

CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020.

CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020. La tarification révisée est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 0,3 M\$ pour les six premiers mois de l'exercice 2018, en baisse lorsque comparé à la même période en 2017 (avec 1,9 M\$). La nature des produits a une influence importante sur la charge d'impôts puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2018, les sorties de liquidités liées aux rachats nets des émissions s'élèvent à 46,1 M\$ (sorties de liquidités de 46,7 M\$ en 2017). Les activités opérationnelles ont généré une entrée nette de liquidités de 41,7 M\$ (51,4 M\$ en 2017).

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 105,7 M\$ pour le premier semestre 2018 (110,6 M\$ en 2017). Le portefeuille des autres investissements affiche une entrée nette de fonds de 76,5 M\$ comparativement à 104,7 M\$ pour la même période en 2017.

Au 30 juin 2018, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 25,0 M\$ (29,4 M\$ au 31 décembre 2017).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 M\$ au 30 juin 2018. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excéderaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de CRCD. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau d'actifs liquides conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du semestre terminé le 30 juin 2018 ni au cours de l'exercice 2017.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des obligations détenues est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

MISSION, VISION, PRIORITÉS STRATÉGIQUES ET STRATÉGIES DE CRCD

CRCD a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. CRCD a été constitué à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DC, assure la gestion de ses activités.

La vision, la mission, les objectifs et les stratégies de CRCD n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

GOVERNANCE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil a le pouvoir général d'administrer les affaires de CRCD et voit à la réalisation de sa mission. À ce titre, il assume des responsabilités d'orientation et de surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD, incluant le risque stratégique dont la surveillance lui est spécifiquement confiée.

Le conseil intervient et prend des décisions dans des matières concernant notamment la gouvernance, la planification stratégique, les investissements, les rapports financiers, la gestion des actifs financiers, la gestion des risques, la capitalisation, l'assemblée générale des actionnaires et les contrats.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par six comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

Les rôles et responsabilités des comités n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

GESTION DES RISQUES

De saines pratiques en matière de gestion des risques sont essentielles à la réussite de CRCD. Une politique de gestion intégrée des risques a été mise sur pied afin de fournir la capacité d'anticiper les événements de risques et d'être proactif pour réduire l'impact de ceux-ci.

Note aux lecteurs

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers individuels, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 16 août 2018.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes et des fonds immobilier détenus en portefeuille, dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. La juste valeur de ces actifs au 30 juin 2018 est de 742,8 M\$ (813,3 M\$ au 31 décembre 2017). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire et des obligations. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées.

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 54,8 M\$ (33,9 M\$ au 31 décembre 2017) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de CRCD de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 396,8 M\$ (506,2 M\$ au 31 décembre 2017) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse 21,8 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,1 % du prix de l'action de CRCD au 30 juin 2018 (28,0 M\$ pour 1,5 % au 31 décembre 2017). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 23,2 M\$ représentant une augmentation de 1,2 % du prix de l'action (29,8 M\$ pour 1,6 % au 31 décembre 2017). La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des titres détenus en portefeuille, ce qui entraîne une réduction de l'exposition aux titres obligataires à long terme. Compte tenu que CRCD apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les fonds immobilier d'une juste valeur de 92,5 M\$ (88,8 M\$ au 31 décembre 2017) peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de cette catégorie d'actif.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 222,7 M\$ (212,1 M\$ au 31 décembre 2017), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 198,7 M\$ (184,3 M\$ au 31 décembre 2017), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 30 juin 2018, les fonds d'actions mondiales et canadiennes, d'une valeur de 250,6 M\$ (248,1 M\$ au 31 décembre 2017), qui sont gérés par des gestionnaires externes et détenus dans le portefeuille des autres investissements, se composent essentiellement d'actions cotées. Ainsi, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 25,1 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 1,3 % du prix de l'action de CRCD.

Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 0,4 M\$ (0,3 M\$ au 31 décembre 2017). Ainsi pour ces investissements, toute variation des marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de CRCD.

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Au niveau du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 163,7 M\$ soit 8,3 % de l'actif net au 30 juin 2018, comparativement à 91,0 M\$ soit 4,7 % de l'actif net au 31 décembre 2017.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actif. Une marge de crédit de 10 M\$ est accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 30 juin 2018, CRCD détient des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 108,6 M\$ US (76,1 M\$ US au 31 décembre 2017) au taux de 1,3286 \$ CA/\$ US (1,2747 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2017), et ce, le 28 septembre 2018.

Au 30 juin 2018, l'exposition nette du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de CRCD aux monnaies étrangères est ainsi de 21,0 M\$ (4,7 M\$ au 31 décembre 2017). Une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour impact une hausse (baisse) de 2,1 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,1 % du prix de l'action de CRCD. Suite à la réévaluation des actifs effectuée au 30 juin 2018, CRCD ne respectait plus les balises de sa politique de couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises. Un contrat de change a donc été pris le 11 juillet 2018 pour ainsi ramener l'exposition nette aux monnaies étrangères à 0,3 M\$.

Au niveau du portefeuille des autres investissements, l'exposition nette des investissements aux monnaies étrangères est de 141,4 M\$. Ainsi, une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour impact une hausse (baisse) de 14,1 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,7 % du prix de l'action de CRCD.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, l'ensemble des investissements fait l'objet d'une révision mensuelle, afin d'identifier ceux qui répondent aux critères de cote 10.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « Risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater la stabilité du portefeuille d'investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque (montants à la juste valeur) :

		AU 30 JUIN 2018		AU 31 DÉCEMBRE 2017	
Cotes		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	1 080 206	96,9	1 013 033	98,0
7 à 9	À risque	25 911	2,3	15 267	1,5
10	À haut risque et en insolvabilité	8 770	0,8	5 651	0,5

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés à la date de présentation de l'information financière :

		AU 30 JUIN 2018		AU 31 DÉCEMBRE 2017	
Cotes		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	132 854	99,4	183 606	100,0
7 à 9	À risque	846	0,6	-	-

Pour le portefeuille obligataire, représentant 49,8 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements (57,6 % au 31 décembre 2017), le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

		AU 30 JUIN 2018		AU 31 DÉCEMBRE 2017	
Cotes		(en milliers de \$)		(en milliers de \$)	
AAA		178 956		224 582	
AA		121 554		186 001	
A		56 514		47 175	
BBB		38 522		45 585	
BB		1 259		2 841	

Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont celles établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la politique de gestion globale des actifs financiers, les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale respective de A-2 ou R-1 faible. Ces cotes de crédit élevées limitent le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la FCDQ.

RISQUES DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et ses directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille d'investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés) :

	AU 30 JUIN 2018		AU 31 DÉCEMBRE 2017	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	36,1	22,8	35,5	22,2
Autres investissements ⁽²⁾	41,7	16,8	46,8	21,1

⁽¹⁾ La participation de CRCD dans les fonds de l'écosystème représente 45 % (63 % au 31 décembre 2017) des cinq plus importants investissements à impact économique québécois.

⁽²⁾ Les émetteurs gouvernementaux et les émissions garanties par les entités gouvernementales représentent 53 % (62 % au 31 décembre 2017) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Risque de concentration par région

Dicté par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au moins 35 % de ces investissements doivent être réalisés dans des entreprises situées en régions ressources ou dans des coopératives admissibles. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois ainsi que par celui des régions ressources. Au 30 juin 2018, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois représente 57,4 % de l'actif net (52,8 % au 31 décembre 2017).

CRCD s'est doté d'une politique de gestion globale des actifs financiers et de directives d'investissement encadrant notamment les activités du portefeuille des autres investissements qui limitent actuellement la possibilité de détention de titres étrangers. Au 30 juin 2018, le portefeuille des autres investissements comprend une portion de titres étrangers découlant essentiellement de sa participation dans des fonds d'actions mondiales et il est composé à 82,4 % de titres canadiens (84,3 % au 31 décembre 2017). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 30 juin 2018, le portefeuille des autres investissements représente 40,7 % de l'actif net (45,8 % au 31 décembre 2017).

Risque de concentration dans un produit financier

La politique de gestion globale des actifs financiers favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 30 juin 2018, les titres obligataires représentent 20,1 % de l'actif net (26,0 % au 31 décembre 2017). La baisse observée du pourcentage attribué à cette catégorie de titres découle de l'augmentation de la pondération accordée aux investissements à impact économique québécois et vise à diversifier le portefeuille en introduisant de nouvelles catégories d'actifs et équilibrer l'ensemble du portefeuille entre le risque et le rendement tout en répondant aux besoins de liquidités de CRCD.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 30 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, CRCD peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités. Ces facilités de crédit n'ont pas été utilisées au cours du premier semestre de 2018 et de l'exercice 2017.

Ces travaux tiennent compte de la hausse anticipée du solde des actions rachetables de CRCD. En plus des initiatives mises en place afin de stimuler le rachat des actions, de nouvelles mesures annoncées par le gouvernement du Québec en mars 2018 permettront aux actionnaires admissibles de CRCD d'engager leur capital rachetable pour une période additionnelle de sept ans. Avec un montant annuel autorisé de 100 M\$, cette initiative assurera une plus grande disponibilité de capital au bénéfice des investissements à impact économique québécois et diminuera les besoins de liquidités reliés aux rachats d'actions. Se référer à la section « Événements récents » pour les détails.

CRCD, de par sa stratégie financière équilibrée et sa gestion intégrée des risques, dispose des sources de fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières et continuer sa mission au sein des entreprises québécoises.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

À la suite du discours sur le budget 2016-2017, le gouvernement du Québec a annoncé des changements à la gouvernance de CRCD en ce qui a trait à la composition du conseil d'administration et à la notion d'indépendance. Les modifications législatives proposées doivent être adoptées par l'Assemblée nationale et seront mises en œuvre graduellement.

À la suite des annonces prononcées dans le Discours du budget provincial du 27 mars 2018, le gouvernement du Québec a accordé aux actionnaires de CRCD, pour 3 ans, un montant annuel de 100 M\$ afin de leur permettre de reporter de sept ans le droit de rachat de leurs actions admissibles, c'est-à-dire celles détenues depuis au moins sept ans, en contrepartie d'un crédit d'impôt de 10 %. Les actionnaires pourront ainsi échanger leurs actions actuelles, jusqu'à une valeur de 15 000 \$ annuellement, vers une nouvelle catégorie d'actions qu'ils devront également détenir pendant sept ans. Ces nouvelles dispositions devraient être mises en place à l'automne 2018, sous réserve de certaines démarches gouvernementales à compléter.

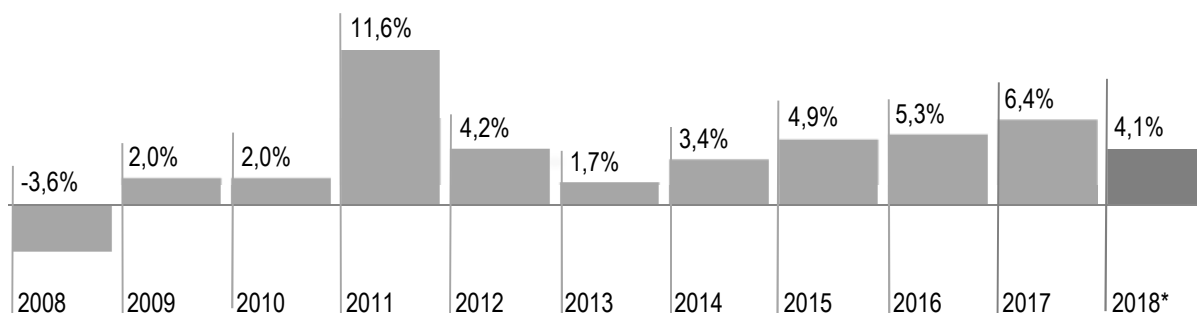
RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais administratifs de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2018. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.

Rendement annuel



*Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2018

RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION ORDINAIRE AU 30 JUIN 2018

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
4,1 %	5,6 %	5,0 %	6,3 %	6,4 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

PRINCIPAUX PROFILS D'INVESTISSEMENT

Au 30 juin 2018, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCD sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

Profils d'investissement	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois *	
Dette	16,2
Équité	35,3
Fonds externes	1,7
Capital de risque	3,1
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	1,1
Total – Investissements à impact économique québécois	57,4
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	3,3
Obligations	20,0
Fonds d'actions mondiales	7,9
Fonds d'actions canadiennes	4,8
Fonds immobilier	4,7
Total – Autres investissements	40,7

* Incluant les contrats de change

L'actif net est composé à 98,1% des profils d'investissements et 1,9 % des autres éléments d'actifs.

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 30 juin 2018, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

Émetteurs	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs *	35,9
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité	4,1
Fonds Desjardins Mondial de dividendes	3,8
LNH Merrill Lynch Canada	3,4
Province de Québec	2,8
Gouvernement du Canada	2,6
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	2,4
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy	2,4
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité	2,3
Fonds CORE Fiera Immobilier	2,3
Province de l'Ontario	2,2
Fiducie du Canada pour l'habitation	2,0

* Les 14 émetteurs représentant collectivement 35,9 % de l'actif net de CRCD sont :

- Agropur Coopérative
- Avjet Holding inc.
- Camso inc.
- Capital croissance PME II s.e.c.
- Congebec Logistique inc.
- Desjardins – Innovatech S.E.C
- Exo-s inc.
- Groupe Filgo inc.
- Groupe Gecko Alliance inc.
- Groupe Industries Fournier inc.
- Industries Amisco ltée (Les)
- La Coop fédérée
- Société en commandite Eссор et Coopération
- Telecon inc.

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 16 août 2018

RAPPORT DE LA DIRECTION

Le 16 août 2018

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier intermédiaire sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit et de gestion des risques. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 16 août 2018. Établis selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers individuels ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers individuels de CRCD.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
30 juin 2018 et 2017
(en milliers de dollars canadiens)



Le 16 août 2018

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels ci-joints (les « états financiers ») de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent les bilans individuels au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017, les états individuels du résultat global et des variations de l'actif net et les tableaux individuels des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2018 et 2017, ainsi que les notes afférentes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, www.pwc.com/ca/fr*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2018 et 2017, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)

	Note	Au 30 juin 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Actif			
Investissements à impact économique québécois	7	1 114 887	1 033 951
Autres investissements	8	796 492	878 482
Immobilisations incorporelles	10	628	-
Impôts sur le bénéfice	19	17 360	19 624
Comptes débiteurs	11	48 420	36 069
Encaisse	12	9 979	12 305
		1 987 766	1 980 431
Passif			
Billets à payer et passifs financiers	13	3 946	23 413
Impôts sur le bénéfice	19	1 386	232
Comptes créditeurs	14	5 257	11 444
		10 589	35 089
Actif net	16	1 977 177	1 945 342
Nombre d'actions ordinaires en circulation		134 793 754	138 079 685
Actif net par action ordinaire		14,67	14,09

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,Sylvie Lalande, ASC,C.Dir., administrateurChantal Bélanger, FCPA, FCGA, administrateur

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels du résultat global

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)

	Note	2018 \$	2017 \$
Produits			
Intérêts	7	11 715	11 810
Dividendes et distributions		9 509	13 474
Frais d'administration		103	133
		<u>21 327</u>	<u>25 417</u>
Gains (pertes) sur investissements			
Réalisés		5 855	5 791
Non réalisés		68 449	54 210
		<u>74 304</u>	<u>60 001</u>
Total des produits et des gains sur investissements		<u>95 631</u>	<u>85 418</u>
Charges			
Frais de gestion		12 701	10 986
Autres frais d'exploitation	18	3 407	2 659
Services aux actionnaires	18	1 257	1 198
		<u>17 365</u>	<u>14 843</u>
Bénéfice avant impôts		<u>78 266</u>	<u>70 575</u>
Impôts sur le bénéfice	19	<u>326</u>	<u>1 875</u>
Bénéfice net de la période		<u>77 940</u>	<u>68 700</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		<u>136 300 656</u>	<u>132 701 684</u>
Bénéfice net par action ordinaire		<u>0,57</u>	<u>0,52</u>

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels des variations de l'actif net

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions (note 16)		Bénéfices non répartis \$	Actif net \$
	Nombre	\$		
Solde au 31 décembre 2017	138 079 685	1 501 550	443 792	1 945 342
Bénéfice net de la période	-	-	77 940	77 940
Opérations sur le capital-actions⁽¹⁾				
Emission d'actions ordinaires	115 745	1 595	-	1 595
Frais d'émission, nets des impôts de 20 \$	-	(27)	-	(27)
Rachat d'actions ordinaires	(3 401 676)	(33 754)	(13 919)	(47 673)
Solde au 30 juin 2018	134 793 754	1 469 364	507 813	1 977 177
Solde au 31 décembre 2016	134 943 941	1 434 668	354 749	1 789 417
Bénéfice net de la période	-	-	68 700	68 700
Opérations sur le capital-actions⁽¹⁾				
Emission d'actions ordinaires	117 423	1 523	-	1 523
Frais d'émission, nets des impôts de 16 \$	-	(18)	-	(18)
Rachat d'actions ordinaires	(3 649 568)	(35 856)	(12 286)	(48 142)
Solde au 30 juin 2017	131 411 796	1 400 317	411 163	1 811 480

⁽¹⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Capital régional et coopératif Desjardins

Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens)

	2018 \$	2017 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Bénéfice net de la période	77 940	68 700
Ajustements sans effet sur la trésorerie		
Pertes (gains) sur investissements	(74 304)	(60 001)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	(1 294)	(1 179)
Impôts différés	746	1 744
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(279)	(1 068)
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	2 692	(1 664)
Comptes débiteurs	(6 115)	(8 751)
Comptes créditeurs	(6 423)	(3 432)
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(105 718)	(110 580)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	78 558	62 910
Acquisition d'autres investissements	(525 232)	(335 011)
Produit de la cession d'autres investissements	601 743	439 725
	<u>42 314</u>	<u>51 393</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(628)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	1 548	1 489
Rachat d'actions ordinaires	(47 673)	(48 142)
	<u>(46 125)</u>	<u>(46 653)</u>
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(4 439)	4 740
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<u>29 438</u>	<u>19 117</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	<u>24 999</u>	<u>23 857</u>
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	10 046	10 219
Dividendes et distributions reçus	7 818	12 087
Impôts sur les bénéfices recouvrés (payés)	3 112	(1 795)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la «Loi») et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par le président du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment, parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- Le directeur général de CRCD.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$, ou l'avoir net, inférieur, ou égal à 50 M\$.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à quinze ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Depuis l'année financière ayant débuté le 1^{er} janvier 2006 et au cours de chaque année financière subséquente, les investissements admissibles de CRCD, selon la définition donnée par la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de CRCD de l'année précédente. Depuis l'année financière débutant le 1^{er} janvier 2016, ce pourcentage est progressivement augmenté de 1 % par année, pour atteindre 65 % pour les années financières commençant après le 31 décembre 2019.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage (de 60 % à 65 %) doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

Si au terme d'un exercice, une de ces cibles n'est pas atteinte, CRCD aura une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de cet exercice.

2 Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 16 août 2018.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne l'encaisse, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs ainsi que les impôts, qui sont évalués au coût amorti et au coût ainsi que les immobilisations incorporelles qui sont évaluées sur la base du coût amorti.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale (IAS) 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3 Principales méthodes comptables

Changements de méthodes comptables

Le 1^{er} janvier 2018, CRCD a adopté les normes comptables IFRS 9, *Instruments financiers* et IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* de façon rétrospective, sans retraitement des périodes comparatives. Par conséquent, les informations présentées pour l'exercice 2017 sont présentées conformément à l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* et à l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*.

L'IFRS 9 remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* et entraîne de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers, à la dépréciation des instruments financiers ainsi que des exigences relatives à la comptabilité de couverture. CRCD n'applique pas la comptabilité de couverture.

En ce qui concerne le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers, l'adoption de l'IFRS 9 n'a entraîné aucune incidence sur le bilan de CRCD au 1^{er} janvier 2018. Les actifs financiers qui étaient désignés à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'IAS 39 sont maintenant classés à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'IFRS 9, alors que ceux qui étaient inclus dans la catégorie prêts et créances et évalués au coût amorti selon l'IAS 39 continuent d'être évalués au coût amorti selon l'IFRS 9. L'adoption de l'IFRS 9 n'a entraîné aucun changement en ce qui concerne le classement et l'évaluation des passifs financiers.

Pour ce qui est du modèle de dépréciation de l'IFRS 9, il s'applique aux actifs financiers, engagements de prêt et contrats de garanties financières, à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ou désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Puisque les instruments financiers de CRCD sont principalement à la juste valeur par le biais du résultat net, l'adoption de ce nouveau modèle de dépréciation n'a eu aucune incidence sur le bilan de CRCD au 1^{er} janvier 2018.

Quant à l'IFRS 15, elle introduit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats conclus avec des clients, à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres normes tels que les instruments financiers, les contrats d'assurance et les contrats de location. Le principe de base de cette norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert du contrôle d'un bien ou d'un service, et ce à un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue, ou que l'on s'attend à recevoir, en échange de ce bien ou service. L'adoption de l'IFRS 15 n'a entraîné aucune incidence sur le bilan et les résultats de CRCD.

Les méthodes comptables importantes ayant servi à l'établissement des présents états financiers sont présentées ci-après.

Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Classement et évaluation

Selon l'IFRS 9, les actifs financiers sont évalués au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que du modèle économique en vertu duquel ils sont détenus.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Caractéristiques des flux de trésorerie

Pour que le critère lié aux caractéristiques de flux de trésorerie soit respecté aux fins du classement d'un actif financier, il faut que les flux de trésorerie liés à cet actif correspondent uniquement à des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Le principal correspond généralement à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. L'intérêt consiste principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associés au principal restant dû sur une période donnée, mais peut également comprendre une contrepartie pour d'autres risques et frais liés à un contrat de prêt de base, de même qu'une certaine marge.

Modèle économique

Les modèles économiques que suit CRCD sont déterminés d'une manière qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné. Les modèles économiques représentent la manière dont CRCD gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie, c'est-à-dire qu'ils reflètent si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux. Les modèles économiques établis par CRCD se définissent comme suit :

- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels : L'objectif de détention des actifs financiers est la perception des flux de trésorerie contractuels;
- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et vendre : L'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente des actifs financiers;
- Autres modèles économiques : L'objectif ne cadre avec aucun des modèles économiques susmentionnés.

Selon l'IFRS 9, les investissements à impact économique québécois, les autres investissements et les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net, car ils font partie d'un portefeuille géré conformément à une stratégie de gestion d'investissement documentée et dont la performance est évaluée d'après la méthode de la juste valeur et que les informations sur le portefeuille sont fournies à l'interne sur cette base aux principaux dirigeants de CRCD. Selon l'IAS 39, ils étaient désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

L'encaisse et les comptes débiteurs sont évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur, selon l'IFRS 9, puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et qu'ils répondent aux critères du test des caractéristiques des flux contractuels correspondant uniquement à des remboursements de capital et d'intérêt. Selon l'IAS 39, ces actifs financiers étaient classés dans les prêts et créances et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur.

Selon l'IFRS 9 et selon l'IAS 39, les comptes créditeurs sont classés et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur tandis que les billets à payer et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes et fonds immobilier

Les participations en fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes et fonds immobilier sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, telle qu'elle est établie par les fonds en date du bilan.

Caution

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCD relativement à une caution qu'il a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation sont utilisées afin d'estimer le montant de passif à constater.

Billet

Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois et est comptabilisé à la juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à recevoir en vertu de l'entente contractuelle sous-jacente à ce billet à recevoir à la date de présentation de l'information financière.

Billets à payer et passifs financiers

Les billets à payer et passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets à payer et passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

Immobilisations incorporelles

Le développement informatique, est essentiellement composé des coûts relatifs au développement d'applications pouvant être utilisées en interne ou pour fournir des services aux actionnaires. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement au coût. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût, diminué, le cas échéant, de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Ces coûts sont capitalisés lorsque la phase de développement de l'application commence. Les dépenses engagées avant cette phase sont comptabilisées en charges.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les immobilisations incorporelles sont amorties en fonction de sa durée d'utilité déterminée selon la méthode et le taux suivant :

Incorporelles	Méthode	Durée
Développement informatique	linéaire	3 à 5 ans

L'amortissement des immobilisations incorporelles commencera dès qu'elles seront prêtes d'être mise en service. La méthode d'amortissement et la durée d'utilité sont révisées au moins une fois par année. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Dépréciation des immobilisations

La valeur comptable des immobilisations incorporelles est revue à chaque date de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe des indications qu'un actif a subi une perte de valeur. Si de telles indications existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées, un test de dépréciation annuel est effectué en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

Capital-actions

Les actions de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD;
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les frais d'émission d'actions, nets d'impôts, sont inclus dans les états individuels des variations de l'actif net.

Constatation des produits

Intérêts

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états individuels du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ».

Dividendes et distributions

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer ou un passif financier sont comptabilisés lorsque ceux-ci sont payés et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du billet ou du passif financier et leur valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion des devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états individuels du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états individuels du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états individuels des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut entre autres obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

4 Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers individuels présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuille (CEP), formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, passe en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires. De plus, un comité d'audit et de gestion des risques surveille le risque de non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuille. En cas de non-conformité, le CEP en serait informé.

5 Modifications comptables futures

Cadre conceptuel de l'information financière

L'IASB a publié en mars 2018 le *Cadre conceptuel de l'information financière*, qui remplace le cadre conceptuel actuel. Le *Cadre conceptuel de l'information financière* inclut de nouveaux concepts, actualise les définitions et les critères de comptabilisation des actifs et passifs et clarifie certains concepts clés. CRCD évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ce nouveau cadre, qui sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

6 Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections auditées « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers individuels auditées.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

7 Investissements à impact économique québécois

Le Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois peut être obtenu sur demande en écrivant au lieu d'affaires de CRCDC ou en consultant son site Internet, à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2018		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	291 108	147 734	438 842
Actions privilégiées	250 424	56 875	307 299
Parts de fonds	197 700	55 792	253 492
Prêts et avances	105 762	486	106 248
Billet ⁽¹⁾	1 127	-	1 127
Garantis			
Prêts et avances	8 485	(606)	7 879
	854 606	260 281	1 114 887
	Au 31 décembre 2017		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	289 722	106 253	395 975
Actions privilégiées	240 059	45 611	285 670
Parts de fonds	187 192	53 351	240 543
Prêts et avances	107 225	1 087	108 312
Billet ⁽¹⁾	1 020	-	1 020
Garantis			
Prêts et avances	3 037	(606)	2 431
	828 255	205 696	1 033 951

(1) Le 28 septembre 2017, CRCDC s'est engagé à investir sous la forme d'un billet, un montant maximum de 5,0 M\$ dans le fonds Desjardins - Innovatech S.E.C. (DI) qui utilisera cette somme pour effectuer un investissement à impact économique québécois. Ce billet contient une clause selon laquelle le montant à recevoir par CRCDC sera équivalent à la juste valeur de l'investissement effectué par DI. Le produit reçu par DI lors d'une disposition partielle ou complète de l'investissement sera entièrement remis à CRCDC et viendra réduire du même montant le billet à recevoir.

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur en dollars canadiens de 146,6 M\$ (77,1 M\$ au 31 décembre 2017).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 8,4 % (9,9 % au 31 décembre 2017). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour la période terminée le 30 juin 2018, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 5,2 M\$ (6,2 M\$ pour la période terminée le 30 juin 2017). La variation de la juste valeur des prêts et avances est principalement imputable aux changements du risque de crédit et, dans une moindre mesure, à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 3,4 années (3,3 années au 31 décembre 2017), et la juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins de un an est de 8,1 M\$ (21,6 M\$ au 31 décembre 2017).

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Au 30 juin 2018					
Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	473 060	148 005	621 065	346	621 411
Services	170 341	59 054	229 395	700	230 095
Innovations technologiques	12 378	(2 569)	9 809	150	9 959
Fonds	198 827	55 791	254 618	132 504	387 122
Total	854 606	260 281	1 114 887	133 700	1 248 587
Au 31 décembre 2017					
Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	440 207	86 777	526 984	15 000	541 984
Services	179 720	78 860	258 580	4 925	263 505
Innovations technologiques	20 116	(13 292)	6 824	1 000	7 824
Fonds	188 212	53 351	241 563	162 681	404 244
Total	828 255	205 696	1 033 951	183 606	1 217 577

(1) Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2018 \$ (6 mois)	2019 \$	2020 \$	2021 \$	2022 et après \$	Total \$
31 096	17 888	17 722	14 882	52 112	133 700

Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

		Au 30 juin 2018		Au 31 décembre 2017
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	9	230 489	10	237 991
Entités associées				
Entreprises partenaires	28	291 582	27	288 316
Fonds	8	237 546	7	220 460

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Les participations dans le capital-actions des entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 9 % et 45 % (10 % et 49 % au 31 décembre 2017) pour les entités associées. Les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception d'une filiale et d'une entité associée au 30 juin 2018 (une filiale au 31 décembre 2017). Au cours de la période terminée le 30 juin 2018, CRCD a fait l'acquisition de deux entités associées et a disposé d'une entité associée et d'une filiale.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au 30 juin 2018, CRCDD a investi en tant que commanditaire dans un nouveau fonds dans lequel il exerce une influence notable. Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017, les participations sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 20,0 % et 94,6 %.

8 Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCDD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2018		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	171 273	(1 045)	170 228
Provinciales, municipales ou garanties	103 261	(396)	102 865
Institutions financières	84 725	(1 127)	83 598
Sociétés	40 192	(78)	40 114
	399 451	(2 646)	396 805
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	54 835	-	54 835
Contrats de change ⁽²⁾	-	1 723	1 723
Fonds d'actions canadiennes	89 294	4 645	93 939
Fonds d'actions mondiales	144 433	12 243	156 676
Fonds immobilier	88 030	4 484	92 514
Total	776 043	20 449	796 492

Répartition des obligations par échéance

	Au 30 juin 2018			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	3 500	156 716	239 235	399 451
Valeur nominale	3 500	157 523	246 160	407 183
Juste valeur	3 500	155 243	238 062	396 805
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,76 %	2,00 %	2,44 %	2,26 %
Taux moyen effectif	1,76 %	2,21 %	2,67 %	2,48 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2017		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	217 460	(2 987)	214 473
Provinciales, municipales ou garanties	158 878	(1 929)	156 949
Institutions financières	83 250	(873)	82 377
Sociétés	52 113	272	52 385
	511 701	(5 517)	506 184
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	33 938	-	33 938
Contrats de change ⁽²⁾	-	1 465	1 465
Fonds d'actions canadiennes	89 186	3 911	93 097
Fonds d'actions mondiales	143 995	10 958	154 953
Fonds immobilier	85 807	3 038	88 845
Total	864 627	13 855	878 482

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2017			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	6 091	175 554	330 056	511 701
Valeur nominale	6 075	178 345	346 843	531 263
Juste valeur	6 104	173 783	326 297	506 184
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,91 %	1,98 %	2,14 %	2,08 %
Taux moyen effectif	2,00 %	2,05 %	2,28 %	2,20 %

(1) Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du Trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an.

(2) Les contrats de change pour vendre un notionnel de 108,6 M\$ US (76,1 M\$ US au 31 décembre 2017) ont une échéance de trois mois.

(3) La quasi-totalité des obligations porte intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 141,4 M\$ (140,0 M\$ au 31 décembre 2017).

Au 30 juin 2018, les autres investissements n'ont aucun fonds engagés mais non déboursés.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

9 Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCO a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 30 juin 2018			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	405	-	1 114 482	1 114 887
Autres investissements	519 857	184 121	92 514	796 492
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	21 179	21 179
Total des actifs financiers	520 262	184 121	1 228 175	1 932 558
Passifs financiers				
Passifs financiers	-	-	3 946	3 946

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2017			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	264	-	1 033 687	1 033 951
Autres investissements	615 182	174 455	88 845	878 482
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	14 943	14 943
Total des actifs financiers	615 446	174 455	1 137 475	1 927 376
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	23 413	23 413

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux durant la période de six mois terminée le 30 juin 2018 et durant l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2018			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2017	1 033 687	88 845	14 943	(23 413)
Gains (pertes) réalisés	24 850	-	3 246	(7 504)
Gains (pertes) non réalisés	54 593	1 446	-	7 270
Acquisitions/émission	105 847	2 223	4 218	-
Cessions/remboursements	(104 495)	-	(1 228)	19 701
Juste valeur au 30 juin 2018	1 114 482	92 514	21 179	(3 946)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 30 juin 2018	76 345	1 446	-	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2017			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2016	920 942	64 118	27 469	(25 233)
Gains (pertes) réalisés	5 097	-	1 139	(200)
Gains (pertes) non réalisés	40 398	924	-	(92)
Acquisitions/émission	111 648	19 870	-	-
Cessions/remboursements	(56 088)	-	(9 472)	1 511
Juste valeur au 30 juin 2017	1 021 997	84 912	19 136	(24 014)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 30 juin 2017	44 108	924	-	(92)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 30 juin 2018			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	33 382	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 6,8 % à 16,0 % (8,6 %)
Actions non participantes	168 842	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,3 % à 11,6 % (5,5 %)
Actions participantes majoritaires	185 283	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,6 % à 11,8 % (8,6%)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 9,3 % à 26,9 % (16,5%)
	37 220	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
			Actif net redressé	- (2)
Actions participantes minoritaires	125 107	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,2 % à 24,4 % (11,6%)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 3,5 % à 38,7 % (16,5%)
	201 245	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
			Actif net redressé	- (2)
	3 053	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	1 127	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (4)
Parts de fonds	<u>253 491</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (2)
	<u>1 114 482</u>			
Autres investissements – Fonds immobilier	92 514	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	21 179	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 9,0 % (6,6 %)
Passifs financiers	(3 946)	Diverses	-	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2017			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	32 201	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 6,8 % à 17,1 % (8,8 %)
Actions non participantes	155 232	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,4 % à 12,1 % (5,2 %)
Actions participantes majoritaires	201 031	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,7 % à 9,6 % (8,6%)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,5 % à 26,2 % (14,9%)
Actions participantes minoritaires	13 150	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-
	560	Actif net redressé	Actif net de l'entité	- (2)
	139 426	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,1 % à 20,5 % (10,2%)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 3,1 % à 38,7 % (15,5%)
			186 685	Transactions récentes et offres d'achat
	57 523	Actif net redressé	Actif net de l'entité	- (2)
	6 316	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	1 020	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (4)
Parts de fonds	<u>240 543</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (2)
	<u>1 033 687</u>			
Autres investissements – Fonds immobilier	88 845	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	14 943	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 10,0 % (7,9 %)
Billets à payer et passifs financiers	(23 413)	Diverses	-	-

(1) En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

(2) En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

(3) Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

(4) Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois effectué dans un fonds.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers individuels sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulatif entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 30 juin 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Actions participantes majoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,3 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,2 %	+/- 0,3 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

10 Immobilisations incorporelles

	Développement informatique	
	Au 30 juin 2018	Au 31 décembre 2017
	\$	\$
Coût	628	-
Cumul des amortissements	-	-
Valeur comptable nette	<u>628</u>	<u>-</u>
Variation de la période		
Valeur comptable nette au début	-	-
Acquisition	628	-
Amortissement	-	-
Valeur comptable nette à la fin	<u>628</u>	<u>-</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

11 Comptes débiteurs

	Au 30 juin 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	26 950	20 240
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	21 179	14 943
Autres	291	886
	48 420	36 069

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 16,7 M\$ (13,6 M\$ au 31 décembre 2017).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCO s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 38,9 M\$ (32,6 M\$ au 31 décembre 2017) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30 juin 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Encaisse	9 979	12 305
Instruments de marché monétaire	15 020	17 133
	24 999	29 438

13 Billets à payer et passifs financiers

Le 30 novembre 2010, CRCO a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C. (DCR), une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ), des investissements à impact économique québécois d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer est ajusté en fonction des sommes encaissées par CRCO lors de la cession de l'investissement lié. Au cours du semestre, un billet a été payé pour un montant de 1,2 M\$ suite à la disposition de la compagnie sous-jacente. Par la suite, une

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Convention relative au règlement final des titres sous-jacents aux billets à payer entre CRCD et DCR a été signée le 30 mai 2018. Le solde des billets a donc été payé pour un montant total de 18,5 M\$. Au 30 juin 2018, il n'y a plus de billets à payer.

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 30 juin 2018, CRCD détenait des passifs financiers d'une juste valeur de 3,9 M\$ qui sont liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (21,2 M\$ au 31 décembre 2017 incluant les billets à payer ainsi que les passifs financiers).

Le paiement des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il payera ses passifs financiers. Par contre, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite de l'encaissement des sommes, le risque de liquidité est faible.

14 Comptes créditeurs

	Au 30 juin 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	2 830	6 269
Montant à payer sur les acquisitions d'autres investissements	180	-
Autres	2 247	5 175
	5 257	11 444

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

15 Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 M\$ auprès de la FCDQ. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la FCDQ majoré de 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit. De plus, cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du premier semestre de 2018 ni au cours de l'exercice 2017.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

16 Capital-actions

Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

La Loi prévoit qu'à compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle CRCD aura atteint, pour la première fois, une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, CRCD pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé des montants de 150 M\$ et de celui correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'actions qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par CRCD au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive, le ministre des Finances du Québec, a autorisé CRCD à recueillir un montant maximal de 135 M\$ pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1^{er} mars 2016 au 28 février 2017 et du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018. Dans son Discours sur le budget prononcé le 27 mars 2018, un montant maximal de 140 M\$ a été autorisé pour chacune des périodes de capitalisation commençant les 1^{er} mars 2018, 2019 et 2020. Le taux du crédit d'impôt provincial octroyé par le gouvernement du Québec pour l'acquisition d'actions est fixé à 40 % jusqu'au 28 février 2018 et à 35 % à compter du 1^{er} mars 2018.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD, le montant maximal alloué par investisseur pour chacune des émissions 2017 et 2018 a été fixé à 3 000 \$.

CRCD est tenu de payer des frais d'émission d'actions. Ceux-ci sont présentés en diminution du capital-actions, déduction faite des impôts. Pour la période terminée le 30 juin 2018, les frais d'émission d'actions s'élèvent à 0,02 M\$ (2,40 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Émis

L'actif net de CRCD au 30 juin 2018 s'élève à 1 977,2 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Prix d'émission par action \$	Solde* M\$	Rachat possible à compter de
2001	10,00	28,6	2008
2002	10,00	79,0	2009
2003	10,12 et 10,24	39,9	2010
2004	10,25	49,5	2011
2005	10,25	54,8	2012
2006	10,37 et 10,21	53,2	2013
2007	10,21 et 9,92	73,9	2014
2008	9,89, 9,83 et 9,54	121,2	2015
2009	9,54, 9,62 et 9,73	156,5	2016
2010	9,73 et 9,80	174,1	2017
2011	9,91 et 10,02	205,5	2018
2012	11,02	196,8	2019
2013	11,47	189,8	2020
2014	11,92	77,0	2021
2015	12,05	181,3	2022
2016	12,93 et 13,26	152,6	2023
2017	13,78	143,5	2024
L'actif net		1 977,2	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2018.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par CRCD que dans les cas suivants :

- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD depuis au moins sept ans;
- À la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours suivant la date de souscription;
- À la demande d'une personne qui l'a acquise de CRCD si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente, qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, CRCD pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances du Québec.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de CRCD, sur la base de la valeur de CRCD déterminée selon les états financiers audités.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de CRCD donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, qui est établi comme suit :

- Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %;
- Pour les achats du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 1^{er} mars 2014 au 29 février 2016 : crédit d'impôt de 45 %;
- Pour les achats du 1^{er} mars 2016 au 28 février 2018 : crédit d'impôt de 40 %;
- Pour les achats à compter du 1^{er} mars 2018 : crédit d'impôt de 35 %.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

17 Information concernant le capital

L'objectif de CRCO dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCO est composé de l'actif net.

CRCO n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 16.

CRCO a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

18 Charges

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2018 \$	2017 \$
Autres frais d'exploitation		
Frais informatiques	2 005	1 398
Honoraires pour services professionnels	887	537
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	311	326
Honoraires d'audit	93	94
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	59	58
Autres charges	52	246
	<u>3 407</u>	<u>2 659</u>
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	880	877
Communication de l'information aux actionnaires	165	261
Autres charges	212	60
	<u>1 257</u>	<u>1 198</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

19 Impôts sur le bénéfice

Charge d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin			
	2018		2017	
	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$
Exigibles	(420)	(428)	131	(386)
Différés	746	408	1 744	370
	326	(20)	1 875	(16)

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2018 \$	2017 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,7% (39,8% en 2017)	31 072	28 089
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	(27 259)	(21 598)
Dividendes non imposables	(2 886)	(4 496)
Autres	(601)	(120)
	326	1 875

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Actif		
Impôts en main remboursables	13 430	14 277
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	3 930	5 347
	<u>17 360</u>	<u>19 624</u>
Passif		
Impôts différés – frais d'émission	2 022	2 430
Impôts différés – autres	(3 408)	(2 662)
	<u>(1 386)</u>	<u>(232)</u>

CRCD s'attend à recouvrer 5,9 M\$ (8,3 M\$ au 31 décembre 2017) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

20 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Gestion Desjardins Capital inc. (DC), son gestionnaire qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion actuelle d'une durée de trois ans est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018. En vertu de cette convention et celle effective pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, les frais de gestion sont équivalant à un taux maximum de 1,95 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD ainsi qu'à l'augmentation, au cours des dernières années, du solde des actions de CRCD admissibles au rachat. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, un tel ajustement à la baisse de 6,6 M\$ a été apporté. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009 et se termine le 31 décembre 2020.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Cette convention est en vigueur du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2020. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins l'émission de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD a confié à Groupe Technologies Desjardins sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI), notamment avec l'évolution de son logiciel de gestion des investissements.
- Dans son portefeuille des autres investissements, CRCD détient des titres émis par la FCDQ.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 30 juin 2018



Le 16 août 2018

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements à impact économique québécois ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2018. Le relevé a été préparé par la direction conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Responsabilité de la direction pour le relevé

La direction est responsable de la préparation et de la présentation du relevé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le relevé, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le relevé ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le relevé. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation du relevé afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du relevé.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, www.pwc.com/ca/fr*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement économique des fonds en capital de développement.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Abitibi-Témiscamingue							
Norbell Électrique inc.	2010	S	-	40	-	-	40
Trim Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	-	-	-	125
Total Abitibi-Témiscamingue			125	40	-	-	165
Bas-Saint-Laurent							
2862-2272 Québec inc. (Quincaillerie Home Hardware Rimouski)	2018	S	-	194	-	-	194
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	S	-	416	-	-	416
Total Bas-Saint-Laurent			-	610	-	-	610
Capitale-Nationale							
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	3 068	-	-	-	3 068
Congébec Logistique II inc.	2015	S	26 589	4 515	-	-	31 104
Frima Studio inc.	2008	S	-	-	100	-	100
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	1 160	-	-	1 910
Groupe Gecko Alliance inc.	2016	M	14 772	4 576	-	-	19 348
Jobillico inc.	2015	S	1 020	5 980	-	-	7 000
Technologies Obzerv inc.	2010	M	1 500	-	-	-	1 500
Total Capitale-Nationale			47 699	16 231	100	-	64 030
Centre-du-Québec							
Avjet Holding inc.	2009	S	3 732	1 283	-	-	5 015
CBR Laser inc.	2012	M	-	12 864	-	-	12 864
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2016	M	7 500	-	-	-	7 500
Farinart inc.	2010	M	250	-	-	-	250
Groupe Anderson inc.	2007	M	3 741	-	-	-	3 741
Total Centre-du-Québec			15 223	14 147	-	-	29 370
Chaudière - Appalaches							
C.I.F. Métal ltée	2005	M	1 008	-	-	-	1 008
Cycles Lambert inc.	2018	S	-	-	3 800	-	3 800
Groupe Filgo inc.	2012	S	12 532	-	-	-	12 532
Groupe Industries Fournier inc.	2013	M	17 000	2 454	-	-	19 454
Hortau inc.	2010	M	2 071	-	-	-	2 071
Industries Amisco ltée (Les)	2018	M	17 220	20 000	-	-	37 220
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 931	902	-	-	3 833
Total Chaudière - Appalaches			52 762	23 356	3 800	-	79 918
Estrie							
Camsco inc.	2002	M	10 132	-	-	-	10 132
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	387	-	-	387
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	M	-	269	-	-	269
Exo-s-inc.	2012	M	20 572	4 496	-	-	25 068
FilSpec inc.	2004	M	1 291	-	-	-	1 291
Forages Technic-Eau inc.	2017	M	12 561	4 977	-	-	17 538
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	M	1 500	547	-	-	2 047
Kemestrie inc.	2010	IT	528	-	-	-	528
L.P. Royer inc.	2010	M	-	501	-	-	501
Total Estrie			46 584	11 177	-	-	57 761
Hors Canada							
Pharmaxis ltée	2010	IT	2 360	-	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	-	2 360

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Lanaudière							
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	-	-	-	2 250
Technologies Xpertdoc inc.	2018	S	3 000	1 000	-	-	4 000
Total Lanaudière			5 250	1 000	-	-	6 250
Mauricie							
Classement Luc Beaudoin inc. (9289-8907 Qc inc.)	2013	S	-	337	-	-	337
Innovations Voltflex inc.	2006	M	18	-	-	-	18
Total Mauricie			18	337	-	-	355
Montérégie							
9523383 Canada inc. (C.A.T.)	2016	S	7 224	1 000	-	-	8 224
A. & D. Prévost inc.	2011	M	10 880	6 224	-	-	17 104
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 000	-	-	-	6 000
Agropur Coopérative	2014	M	74 947	-	-	-	74 947
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	1 835	-	-	1 835
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	M	6 107	-	-	-	6 107
Groupe Atis inc.	2015	M	34 231	1 741	-	-	35 972
Groupe Norbec inc.	2017	M	7 450	1 600	-	-	9 050
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	1 794	-	-	-	1 794
Investissements Brasco inc.	2009	M	-	674	-	-	674
Mirazed inc.	2007	M	-	-	1 318	-	1 318
NSE Automatech inc.	2013	M	3 000	-	-	-	3 000
Systèmes Architecturaux Unicef	2017	M	6 000	2 638	-	-	8 638
Valtech Fabrication inc.	2017	M	15 300	6 000	-	-	21 300
Volaille Novo inc.	2017	M	1 700	-	-	-	1 700
Total Montérégie			174 633	21 712	1 318	-	197 663
Montréal							
8973822 Canada inc.	2012	S	8 900	-	-	-	8 900
9337-4791 Québec inc.	2018	IT	866	-	-	-	866
Agence 360 inc.	2016	S	8 750	-	-	-	8 750
Agriculture Concentric inc.	2018	M	2 468	-	-	-	2 468
Arbell Electronics inc.	2008	S	1 250	276	51	-	1 577
Courchesne, Larose ltée	2015	M	-	8 706	-	-	8 706
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	356	-	80	-	436
Emovi inc.	2018	M	-	-	255	-	255
Groupe Alithya inc.	2015	S	13 750	-	-	-	13 750
Groupe API inc.	2009	S	-	28	-	-	28
Groupe Solotech inc.	2013	S	21 250	-	-	-	21 250
Inventaire d'infrastructure de Réseaux [N(i)2] inc.	2017	IT	5 000	-	-	-	5 000
Keatext inc.	2018	IT	-	511	-	-	511
La Coop fédérée	2005	M	80 000	-	-	-	80 000
Mylo Financial Technologies inc.	2017	IT	1 000	-	-	-	1 000
Optina diagnostiques, inc.	2018	IT	-	201	-	-	201
Potloc inc.	2018	IT	-	760	-	-	760
Rekruti Solutions inc.	2018	IT	-	152	-	-	152
SPB Solutions inc.	2016	M	-	-	1 000	-	1 000
Télécon inc.	2011	S	30 791	6 109	-	-	36 900
Tissus Amalgamated inc.	2015	M	5 652	-	-	-	5 652
Vins Philippe Dandurand inc.	2015	M	8 250	-	-	-	8 250
Total Montréal			188 283	16 743	1 386	-	206 412
Nord-du-Québec							
Maple Gold Mines Ltd	2018	M	150	-	-	-	150
Total Nord-du-Québec			150	-	-	-	150

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Outaouais						
Agrisoma Biosciences inc.	2018	IT	-	-	1 000	1 000
Total Outaouais			-	-	1 000	1 000
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
9366-5099 Québec inc. (La Voie maltée - Laurier)	2018	S	-	-	525	525
Groupe Canmec inc.	2004	M	7 014	-	-	7 014
Nokamic inc.	2010	M	-	-	356	356
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 431	-	-	1 431
Senneco inc.	2013	S	-	409	-	409
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			8 445	409	881	9 735
Fonds						
Capital croissance PME s.e.c.	2010	F	1 653	-	-	1 653
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	93 956	-	-	93 956
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	35 986	1 127	-	37 113
Desjardins Capital PME s.e.c.	2018	F	22 000	-	-	22 000
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	5 093	-	-	5 093
Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c. (anc. Fonds Relève Québec, s.e.c.)	2011	F	2 130	-	-	2 130
Fonds d'investissement Luge I, S.E.C.	2018	F	100	-	-	100
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	5 035	-	-	5 035
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	7 793	-	-	7 793
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	23 055	-	-	23 055
Société en commandite RVOMTL17	2017	F	899	-	-	899
Total Fonds			197 700	1 127	-	198 827
Total au coût			739 232	106 889	8 485	854 606

Légende par secteur d'activité

M: Manufacturier
 S: Services
 IT: Innovations technologiques
 F: Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de CRCD au 30 juin 2018.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 30 juin 2018

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations (49,8 %)				
Obligations fédérales et garanties (21,4 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2025-12-15, 1,95 %	5 625	5 588	5 413
	2025-12-15, 2,25 %	10 000	10 212	9 826
	2026-09-15, 1,90 %	12 000	11 801	11 446
	2027-06-15, 2,35 %	10 735	10 567	10 564
	2028-03-15, 2,35 %	1 700	1 647	1 669
Gouvernement du Canada	2022-06-01, 2,75 %	1 100	1 127	1 129
	2022-09-01, 1,00 %	735	706	704
	2023-03-01, 1,75 %	3 000	2 953	2 958
	2023-06-01, 1,50 %	8 400	8 183	8 173
	2025-06-01, 2,25 %	6 400	6 390	6 447
	2026-06-01, 1,50 %	7 400	7 267	7 054
	2027-06-01, 1,00 %	20 785	18 581	18 842
	2028-06-01, 2,00 %	6 500	5 693	6 403
LNH Financière First National ¹	2023-05-01, 2,39 %	11 460	11 357	11 417
LNH Merrill Lynch Canada ¹	2021-03-01, 1,25 %	55 178	55 043	54 006
	2022-09-01, 1,89 %	14 427	14 158	14 177
Total obligations fédérales et garanties		175 445	171 273	170 228
Obligations provinciales, municipales ou garanties (12,9 %)				
Hydro-Québec	2024-08-15, 2,02 %	14 040	12 412	11 872
Municipal Finance Authority of British Columbia	2025-10-02, 2,65 %	3 000	3 006	2 971
	2026-04-19, 2,50 %	900	867	879
OPB Finance Trust	2026-10-25, 2,98 %	2 330	2 329	2 325
Province de la Colombie-Britannique	2026-06-18, 2,30 %	5 000	4 820	4 878
Province de la Nouvelle-Écosse	2027-06-01, 2,10 %	3 500	3 376	3 300
Province de l'Ontario	2025-06-02, 2,60 %	6 300	6 247	6 264
	2026-06-02, 2,40 %	17 325	17 076	16 887
	2027-06-02, 2,60 %	10 750	10 586	10 565
Province de Québec	2024-06-01, 2,46 %	3 000	2 596	2 553
	2025-09-01, 2,75 %	24 600	24 350	24 731
	2026-09-01, 2,50 %	10 000	9 855	9 835
Province du Manitoba	2027-06-02, 2,60 %	5 000	4 850	4 898
	2028-06-02, 3,00 %	900	891	907
Total obligations provinciales, municipales ou garanties		106 645	103 261	102 865
Obligations d'institutions financières (10,5 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2021-04-26, 1,90 %	1 600	1 568	1 566
Banque de Montréal	2021-10-28, 1,61 %	5 000	4 982	4 818
	2022-06-01, 2,57 %	900	881	875
	2024-09-11, 2,70 %	900	900	884
	2028-03-01, 3,19 %	1 500	1 499	1 506
Banque Nationale du Canada	2022-03-18, 2,11 %	1 300	1 276	1 268
	2023-02-01, 3,18 %	800	800	783
Banque Royale du Canada	2019-06-19, 1,76 %	3 500	3 500	3 500
	2023-05-01, 2,95 %	9 700	9 683	9 712
	2023-12-05, 2,33 %	3 700	3 678	3 583

¹ Ce titre est garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations d'institutions financières (suite)				
Banque Scotia	2020-06-15, 2,13 %	2 000	1 979	1 983
	2021-12-02, 1,90 %	4 400	4 333	4 271
	2023-04-17, 2,98 %	900	900	901
	2028-02-02, 3,10 %	2 000	1 999	1 988
Banque Toronto-Dominion	2023-07-18, 1,91 %	11 300	11 197	10 777
	2024-07-25, 3,22 %	2 550	2 536	2 491
bcIMC Realty	2026-12-31, 3,00 %	600	600	591
Chartwell Résidences pour Retraités	2023-10-11, 3,79 %	200	200	200
	2025-02-28, 4,21 %	200	200	203
CI Financial	2021-10-25, 2,78 %	1 700	1 700	1 689
Fairfax Financial Holdings	2027-09-06, 4,25 %	900	900	888
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2022-08-25, 2,39 %	5 400	5 347	5 294
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	250	264	269
Fiducie de placement immobilier Canadian Tire	2026-03-01, 3,29 %	1 750	1 726	1 693
	2027-09-07, 3,87 %	750	750	744
Fiducie de placement immobilier Granite	2023-09-30, 3,87 %	450	450	451
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2022-06-20, 3,60 %	1 175	1 194	1 191
	2027-12-08, 4,18 %	2 000	2 002	2 019
Financière Sun Life	2021-08-23, 4,57 %	1 400	1 454	1 475
	2022-11-23, 2,75 %	750	750	739
First Capital Realty	2023-10-30, 3,90 %	1 700	1 723	1 731
	2027-04-12, 3,75 %	800	800	783
Fonds de placement immobilier RioCan	2022-05-30, 3,75 %	775	775	791
Fonds de placement immobilier SmartCentres	2027-09-21, 3,83 %	1 500	1 462	1 462
Groupe TMX	2024-10-11, 3,00 %	250	250	248
Honda Canada Finance	2022-07-15, 2,27 %	525	527	513
	2022-12-19, 2,49 %	180	180	177
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	2022-02-23, 2,64 %	300	300	295
Intact Corporation financière	2027-03-07, 2,85 %	1 600	1 600	1 525
John Deere Canada Funding	2020-07-13, 1,60 %	2 250	2 249	2 206
	2020-09-17, 2,05 %	750	754	741
Société Financière Daimler Canada	2021-07-08, 1,91 %	500	498	485
Toyota Credit Canada	2022-10-11, 2,62 %	3 100	3 096	3 065
Wells Fargo Canada	2023-01-24, 3,46 %	1 200	1 263	1 224
Total obligations d'institutions financières		85 005	84 725	83 598
Obligations de sociétés (5,0 %)				
AltaGas	2024-10-15, 3,84 %	1 000	1 036	1 011
Altalink	2023-11-06, 3,67 %	1 000	1 019	1 044
	2026-02-28, 2,75 %	650	653	639
Bell Canada	2022-09-03, 3,00 %	1 000	1 005	998
	2026-05-12, 2,90 %	300	293	287
BMW Canada	2021-06-15, 1,83 %	1 400	1 396	1 363
Brookfield Asset Management	2023-03-31, 4,54 %	1 053	1 067	1 109
	2023-12-08, 5,04 %	1 700	1 699	1 827
Brookfield Renewable Energy Partners	2025-03-02, 3,75 %	750	750	757
Bruce Power	2021-06-23, 2,84 %	300	300	299
Canadian Tire	2023-06-06, 3,17 %	180	180	181
Canadian Utilities	2022-11-09, 3,12 %	775	759	787

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations de sociétés (suite)				
Enbridge	2019-09-02, 4,77 %	60	62	62
	2022-12-05, 3,19 %	400	391	400
	2027-03-08, 3,20 %	1 000	964	952
	2027-09-27, 5,38 %	1 700	1 700	1 611
	2028-04-12, 6,63 %	750	750	771
EnerCare Solutions	2020-02-03, 4,60 %	400	410	411
	2023-12-21, 3,99 %	600	600	609
Fortis	2023-10-12, 2,85 %	1 030	1 030	1 013
	FortisAlberta	2024-06-30, 3,30 %	250	250
FortisBC Energy	2026-01-08, 2,58 %	975	948	949
Hydro One	2021-02-24, 1,84 %	1 100	1 093	1 079
	2021-06-25, 2,57 %	3 500	3 500	3 492
	2025-11-26, 2,77 %	600	582	588
Inter Pipeline	2023-07-13, 2,61 %	125	125	121
	2024-02-18, 2,73 %	1 000	1 000	963
	2024-12-24, 3,17 %	1 000	1 000	976
Liberty Power	2022-02-15, 4,65 %	750	769	786
Lower Mattagami Energy	2021-05-18, 4,33 %	300	311	314
Metro	2027-09-06, 3,39 %	470	470	460
North West Redwater Partnership	2022-01-23, 2,10 %	800	792	779
Pembina Pipeline	2026-05-11, 3,71 %	1 150	1 174	1 152
	2027-03-15, 4,24 %	2 600	2 651	2 688
Reliance	2025-01-15, 3,84 %	1 110	1 100	1 100
Rogers Communications	2023-12-13, 4,00 %	800	798	834
Saputo	2022-05-13, 1,94 %	1 000	1 000	962
	2023-09-21, 2,83 %	1 500	1 500	1 476
Superior Plus	2020-02-27, 5,25 %	1 300	1 320	1 259
TELUS	2022-02-28, 2,35 %	550	548	538
	2024-01-02, 3,35 %	300	304	301
Toromont Industries	2027-07-27, 3,84 %	800	800	809
Toronto Hydro	2023-01-10, 2,91 %	1 000	1 017	1 008
TransAlta	2020-11-25, 5,00 %	500	516	518
Westcoast Energy	2025-09-08, 3,77 %	560	560	576
Total obligations de sociétés		40 088	40 192	40 114
Total obligations		407 183	399 451	396 805
Instruments de marché monétaire (6,9 %)				
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2018-07-16, 1,58 %	3 500	3 498	3 498
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2018-07-09, 1,55 %	500	500	500
	2018-07-31, 1,73 %	1 500	1 498	1 498
Banque de Montréal	2018-07-13, 1,51 %	1 550	1 549	1 549
Banque Nationale du Canada	2018-09-06, 1,74 %	1 500	1 495	1 495
Banque Scotia	2018-08-28, 1,77 %	509	507	507
	2018-12-06, 1,85 %	2 400	2 380	2 380
Banque Toronto-Dominion	2018-11-21, 1,86 %	3 500	3 475	3 475
Honda Canada Finance	2018-10-26, 1,85 %	3 500	3 479	3 479
Inter Pipeline	2018-08-07, 1,74 %	500	499	499
	2018-08-29, 1,75 %	3 000	2 991	2 991

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Instruments de marché monétaire (suite)				
Province de l'Ontario	2018-09-26, 1,49 %	7 000	6 975	6 975
	2019-01-16, 1,70 %	700	694	694
	2019-02-06, 1,78 %	1 300	1 286	1 286
Province de Québec	2018-09-28, 1,50 %	10 000	9 963	9 963
	2019-04-05, 1,82 %	8 680	8 561	8 561
Société de Transport de Montréal	2018-07-05, 1,63 %	2 000	2 000	2 000
Toyota Credit Canada	2018-09-17, 1,70 %	1 500	1 494	1 494
	2018-10-02, 1,85 %	2 000	1 991	1 991
Total instruments de marché monétaire		55 139	54 835	54 835
Contrats de change (0,2 %)				
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2018-09-28, 1.3286 \$ CA/\$ US	108 600 \$US	0	1 723
Total contrats de change		108 600 \$US	0	1 723
Nombre de parts				
Fonds d'actions canadiennes (11,8 %)				
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité		3 582	44 471	46 384
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité		2 102	44 823	47 555
Total fonds d'actions canadiennes			89 294	93 939
Fonds d'actions mondiales (19,7 %)				
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité		6 220	72 221	80 735
Fonds Desjardins Mondial de dividendes		3 687	72 212	75 941
Total fonds d'actions mondiales			144 433	156 676
Fonds immobilier (11,6 %)				
Fonds CORE Fiera Immobilier		40	44 134	46 009
Fonds immobilier canadien de prestige de Bentall Kennedy		5 896	43 896	46 505
Total fonds immobilier			88 030	92 514
Total autres investissements (100,0 %)			776 043	796 492

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires
Au 30 juin 2018

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Capital croissance PME s.e.c.	50,00			
	Abitibi-Témiscamingue				
	2637-1914 Québec inc. (Télévision J.R.)	-	-	26	26
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)	-	17	-	17
	9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)	-	36	-	36
	Abitibi Géophysique inc.	-	169	-	169
	Hôtel Forestel Val d'Or inc.	-	745	-	745
	Location Lauzon inc.	-	97	-	97
	Ressources Cartier inc.	43	-	-	43
	Total Abitibi-Témiscamingue	43	1 064	26	1 133
	Bas-Saint-Laurent				
	9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 Québec inc.)	-	96	-	96
	Base 132 (3089-8522 Québec inc.) (anc. Impressions Soleil (Les))	-	-	52	52
	Entreprises d'Auteuil & fils inc. (Les)	-	-	33	33
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)	-	-	285	285
	Total Bas-Saint-Laurent	-	96	370	466
	Canada Hors Québec et Ontario				
	Eldorado Gold Corporation	58	-	-	58
	Total Canada Hors Québec et Ontario	58	-	-	58
	Capitale-Nationale				
	9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)	-	55	-	55
	Alimentation Francis Gravel inc.	-	1	-	1
	Éditions Gladius International inc.	-	-	9	9
	LA VUE par Laforce inc.	-	-	84	84
	LA VUE Pierre-Bertrand inc.	-	-	39	39
	LA VUE Thetford Mines inc.	-	-	33	33
	Planifika inc.	-	-	147	147
	Radio-Onde inc.	750	-	-	750
	Total Capitale-Nationale	750	56	312	1 118
	Centre-du-Québec				
	2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)	-	-	267	267
	2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)	-	96	-	96
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	151	-	151
	Total Centre-du-Québec	-	247	267	514

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilegiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00			
	Chaudière - Appalaches				
	3R Com inc. (8580430 Canada inc.)	-	56	-	56
	Autobus Fleur de Lys inc.	-	-	44	44
	Décoplex inc.	-	-	175	175
	Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)	-	-	78	78
	Fenêtres Sélection inc.	-	54	-	54
	Gesdix inc.	-	127	-	127
	Humaco Acoustique inc.	-	111	-	111
	Investissements Mika inc. (Les)	-	-	248	248
	Productions Horticoles Demers (Les)	250	-	-	250
	Serres Demers inc. (Les)	-	-	350	350
	Ultima Fenestration inc.	-	-	35	35
	Umano Medical inc.	-	87	-	87
	Total Chaudière - Appalaches	250	435	930	1 615
	Côte-Nord				
	9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)	600	-	-	600
	Carrosserie Baie-Comeau inc.	-	-	77	77
	Centre des congrès de Sept-Iles	-	-	106	106
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	-	18	18
	Entreprises G.M. Mallet inc. (les)	-	-	98	98
	Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.	-	156	-	156
	Sécurité inc.	-	157	-	157
	Total Côte-Nord	600	313	299	1 212
	Estrie				
	6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM ltée)	459	-	-	459
	Certi Auto inc.	-	-	233	233
	Innotex inc.	-	174	-	174
	L.P. Royer inc.	-	341	-	341
	Pieux Vistech - Postech inc.	-	458	-	458
	S.E.2 inc.	125	-	-	125
	Total Estrie	584	973	233	1 790
	Fonds				
	Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.	512	-	-	512
	Total Fonds	512	-	-	512
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
	Ateliers CFI Métal inc. (Les)	-	63	-	63
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	63	-	63

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilegiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00			
	Laval				
	8376905 Canada inc. (Paramédic)	-	202	-	202
	Total Laval	-	202	-	202
	Mauricie				
	9210-3563 Québec inc. (Groupe E. Morel)	-	-	146	146
	Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.	75	-	88	163
	Investissements Bédard-Hallé inc.	-	-	659	659
	Total Mauricie	75	-	893	968
	Montérégie				
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	369	369
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	369	369
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	-	30	-	30
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)	-	-	255	255
	Câbles Ben-Mor inc. (Les)	-	-	841	841
	Comax, coopérative agricole	1 200	-	-	1 200
	Énergie P38 inc.	-	-	75	75
	Fibres Serden inc. (Les)	-	33	-	33
	Galenova inc. et Gentes et Bolduc Pharmaciens inc.	-	-	490	490
	Hygie Canada inc.	-	-	415	415
	Industries M.R. inc. (Les)	-	-	97	97
	Plomberie St-Luc inc.	-	305	-	305
	Total Montérégie	1 200	368	2 911	4 479
	Montréal				
	9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)	-	1 223	-	1 223
	9228-6384 Québec inc. (Sid Lee Technologies)	-	-	600	600
	Aéronav inc.	-	22	-	22
	Alta Précision inc.	1 500	-	560	2 060
	Balcon Idéal inc.	-	205	-	205
	CTA de Negotium	-	748	-	748
	DEK Canada inc.	518	174	-	692
	Ge-ber Transport inc.	-	-	98	98
	GME Experts en sinistres inc.	-	-	9	9
	LVL Studio inc.	625	-	827	1 452
	Sid Lee inc.	-	-	196	196
	Source Évolution inc.	286	-	519	805
	Total Montréal	2 929	2 372	2 809	8 110

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00			
	Nord-du-Québec				
	9223-3196 Québec inc. (Rona)	-	115	-	115
	Exploration Midland inc.	77	-	-	77
	Némaska Lithium inc.	9	-	-	9
	Ressources GéoMégA inc.	20	-	-	20
	Total Nord-du-Québec	106	115	-	221
	Outaouais				
	Gestion S. Kelly (Métro Kelly)	300	-	500	800
	Jacques Poirier et Fils Ltée	-	-	142	142
	Total Outaouais	300	-	642	942
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	163	163
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	200	-	163	363
	8439117 Canada inc. (Récupère Sol)	-	338	-	338
	9244-7770 Québec inc. (Voie Maltée)	-	-	108	108
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	150	347	-	497
	Cuisines G.B.M. inc. (Les)	-	31	-	31
	Denis Lavoie & fils Ltée	-	-	241	241
	Garage Georges Beaudoin inc.	-	-	41	41
	Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Québec inc.)	-	-	274	274
	Location A.L.R. inc.	198	-	-	198
	Matelas Lion d'or inc.	-	9	-	9
	Messagerie du Fjord inc.	-	-	296	296
	Métatube (1993) inc.	-	124	-	124
	Sécuor inc.	-	117	-	117
	Sports Guy Dumas inc.	36	-	-	36
	Théka Industries inc.	-	170	-	170
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	584	1 136	1 286	3 006
		7 991	7 440	10 978	26 409
	Fonds engagés mais non déboursés				133
	Total Capital croissance PME, s.e.c.				26 542

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$		
		\$	Prêts et avances \$			
31-12-2017	Capital croissance PME II s.e.c.	50,00				
	Abitibi-Témiscamingue					
	9063-7547 Québec inc. (Usinage Laquerre)		800	793	-	1 593
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)		-	-	18	18
	9222-0201 Québec inc. (Location Dumco)		-	135	-	135
	Abitibi Géophysique inc.		-	107	-	107
	Ace services mécaniques inc.		-	71	-	71
	Autobus Maheux ltée (Les)		-	1 181	-	1 181
	Centre de camping et propane d'Amos		-	346	-	346
	Centre du ressort Lamarche inc.		-	14	-	14
	Construction Gaston Proulx et Frères inc.		-	69	157	226
	Corporation aurifère Monarques		159	-	-	159
	Gestion Martin Dandurand inc.		-	71	-	71
	Ghislain Tremblay (Rouyn) inc. (Maison des Viandes)		-	333	-	333
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	117	-	117
	Hôtel des Eskers inc.		-	187	-	187
	Menuiserie Jalbert inc.		-	111	-	111
	Probe Metals inc.		88	-	-	88
	Ressources Cartier inc.		86	-	-	86
	Ressources Falco ltée		141	-	-	141
	Ressources minières Radisson inc.		102	-	-	102
	Ressources Yorbeau inc. (Les)		53	-	-	53
	Total Abitibi-Témiscamingue		1 429	3 535	175	5 139
	Bas-Saint-Laurent					
	9091-4532 Québec inc. (Cotech)		-	250	-	250
	9164-1134 Québec inc. (Kia Matane)		-	-	142	142
	9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)		-	130	-	130
	Bouffard Sanitaire inc.		-	-	333	333
	Gestion AFM-Séma inc.		504	250	-	754
	Gestion Brasa inc.		-	245	1 357	1 602
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)		-	-	84	84
	Groupe PVP inc.		250	-	-	250
	Les Finesses d'Alsace inc.		-	88	-	88
	Location Jesna inc.		-	-	180	180
	Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.		-	-	375	375
	Service Diron inc.		-	150	-	150
	Total Bas-Saint-Laurent		754	1 113	2 471	4 338

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
		\$	Prêts et avances \$		
31-12-2017	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Capitale-Nationale				
	9166-4789 Québec inc. (RE/MAX Référence 2000)	-	-	300	300
	9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)	-	-	223	223
	9295-4874 Québec inc. (Maison de l'homéopathie de Québec)	-	160	-	160
	9306-5779 Québec inc. (Ventilation CDR inc.)	-	200	-	200
	9348-0648 Québec inc. (Gestion C.C. Blouin inc.)	-	-	175	175
	Capilex-Beauté ltée	-	-	504	504
	DMB Distribution alimentaire inc.	1 312	271	-	1 583
	Entreprises Pol R inc.	2 363	-	-	2 363
	Groupe Restos Plaisirs inc. (Le)	-	1 881	-	1 881
	Lasertech industries inc.	-	298	-	298
	Matériaux Blanchet inc.	-	-	1 393	1 393
	Multi Options Nursing inc.	-	174	-	174
	Panthera Dental inc.	187	-	-	187
	R. Bouffard & Fils inc.	-	-	443	443
	Ruchers Promiel inc. (Les)	-	364	-	364
	Vitrierie Lepage (1995) inc.	205	-	-	205
	Total Capitale-Nationale	4 067	3 348	3 038	10 453
	Centre-du-Québec				
	9138-4529 Québec inc. (GG Telecom)	1 800	-	-	1 800
	9324-9605 Québec inc. (Précolaire Vision)	83	-	-	83
	Avantag Canada inc.	-	100	351	451
	Davinci Compass inc.	-	-	380	380
	Distribution Pro-Excellence	-	375	-	375
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	127	-	127
	Lacal Technologie inc.	-	345	-	345
	NMédia Solutions inc.	-	97	-	97
	Produits Mobilicab Canada inc.	-	-	1 500	1 500
	Réfléc inc.	-	307	-	307
	Sipromac II inc.	-	-	278	278
	Total Centre-du-Québec	1 883	1 351	2 509	5 743

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilegiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
		\$	Prêts et avances \$		
31-12-2017	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Chaudière - Appalaches				
	2851-8249 Québec inc. (Résidence intermédiaire Fortier inc.)	-	124	-	124
	Acriart inc.	-	-	55	55
	Emballages E.B. Itée (Les)	-	369	-	369
	Équipements Supérieurs inc.	-	451	-	451
	F. Charest Itée	-	-	758	758
	Gestion Maître C inc.	1 841	-	-	1 841
	Groupe Audaz inc.	-	150	-	150
	Humaco Acoustique inc.	-	389	-	389
	I. Thibault Inc.	-	100	-	100
	Industries et équipements Laliberté (Les)	-	572	-	572
	Productions Horticoles Demers (Les)	187	769	-	956
	Techno-Moules P.L.C. inc.	-	-	60	60
	Transport St-Agapit inc.	-	-	425	425
	Total Chaudière - Appalaches		2 028	1 298	6 250
	Côte-Nord				
	9074-9664 Québec inc.	-	-	89	89
	9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)	-	183	-	183
	Caroline Tremblay, CPA inc.	-	-	127	127
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	-	125	125
	Total Côte-Nord		183	341	524
	Estrie				
	2731-1471 Québec inc. (Les Fruits et légumes de l'Estrie)	-	131	-	131
	6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM Itée)	-	180	-	180
	Attraction inc.	-	375	-	375
	Avizo Experts-Conseils inc.	-	225	-	225
	Éco-Pak inc. (9316-3251 Québec inc.)	-	-	531	531
	Industries C.P.G. Gagné Itée	-	115	-	115
	Innotex inc.	-	192	-	192
	Khrome Produit - Transport (KPT) inc.	-	365	-	365
	Nautic & Art inc.	-	-	422	422
	Palettes Perron inc.	-	250	-	250
	Pieux Vistech inc.	375	518	-	893
	Réparations SOS Lift inc.	-	-	86	86
	S.E.2 inc.	25	-	-	25
	Sherlic inc.	350	-	-	350
	Spécialités industrielles Sherbrooke inc.	-	77	-	77
	Total Estrie		750	1 039	4 217

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
		\$	Prêts et avances \$		
31-12-2017	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
	9088-6086 Québec inc. (Subaru New Richmond)	-	-	184	184
	9144-3036 Québec inc. (Navigue.com)	-	300	-	300
	Construction L.F.G. inc.	-	-	917	917
	Entreprises Larebel inc. (Les)	-	250	-	250
	Hôtel Baker ltée	125	-	-	125
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	125	550	1 101	1 776
	Lanaudière				
	Artotech Intégration inc.	-	-	67	67
	Centre Nouvelle-Vie (Pavillon Lanaudière)	-	-	286	286
	Cryos Technologies inc.	732	418	-	1 150
	La Fromagerie Champêtre inc.	911	-	-	911
	Nouveau Monde Graphite inc.	193	-	-	193
	Produits de Métal Pointech inc.	-	-	250	250
	Total Lanaudière	1 836	418	603	2 857
	Laurentides				
	9317-5602 Québec inc. (Marché Leblanc inc.)	-	373	-	373
	Alimenteurs Orientech inc.	-	169	-	169
	Distribution Multi Online inc.	-	657	-	657
	Entreprise Technoflex ESR inc.	350	371	-	721
	Jean-Jacques Campeau inc.	2 000	-	-	2 000
	Total Laurentides	2 350	1 570	-	3 920
	Laval				
	8376905 Canada inc. (Paramédic)	-	173	-	173
	Aliments Marina Del Rey inc.	-	344	-	344
	Groupe Lumain inc.	-	-	1 960	1 960
	Norseco inc.	-	422	-	422
	Numesh inc.	-	1 500	-	1 500
	Total Laval	-	2 439	1 960	4 399
	Mauricie				
	9256-9037 Québec inc.	-	25	109	134
	Aliments Prémont inc.	-	263	-	263
	Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.	-	-	63	63
	Maison Isabelle inc.	-	197	-	197
	Placements Le Belvédère inc.	-	881	3 125	4 006
	Total Mauricie	-	1 366	3 297	4 663

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
		\$	Prêts et avances \$		
31-12-2017	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Montérégie				
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	375	375
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	375	375
	9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	-	1 490	-	1 490
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	1 250	250	-	1 500
	9286-9890 Québec inc. (Groupe Surmesure)	-	260	-	260
	Acam Transport inc.	-	-	1 500	1 500
	Acema Importations inc.	-	114	-	114
	Alarme S.P.P. inc.	-	-	119	119
	Autobus Bibeau inc.	-	175	-	175
	Autobus Dufresne inc.	-	131	-	131
	Brosses Lacasse inc. (Les)	-	-	156	156
	Cloisons Corflex inc. (Les)	-	788	-	788
	Constructions 3P inc.	-	430	-	430
	Contek Shilstone inc.	-	102	-	102
	Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)	-	208	-	208
	Galenova inc. et Gentès et Bolduc Pharmaciens inc.	-	-	850	850
	Groupe Bertrand Éditeurs inc.	-	-	325	325
	Groupe Grégor inc.	-	-	1 198	1 198
	Groupe Helios inc.	1 500	840	-	2 340
	Groupe Thomas Marine inc.	-	-	550	550
	Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)	-	1 201	-	1 201
	Industries B. Rainville inc.	-	-	352	352
	Logicmed inc.	-	-	372	372
	Mométal Structures inc.	-	1 000	-	1 000
	MTL Technologies inc.	-	406	-	406
	Placements F.I. inc.	-	567	-	567
	Pro Action Diesel inc.	-	-	227	227
	Rotoplast inc.	-	550	-	550
	W. Côté & fils ltée	-	750	-	750
	Total Montérégie		2 750	9 262	6 399
					18 411

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Montréal				
	3236013 Canada inc. (Planète Mobile)	-	-	500	500
	9041-9680 Québec inc. (Alco Transport)	-	125	-	125
	9168-5909 Québec inc. (Piknic Électronik inc.)	-	-	203	203
	9272-6751 Québec inc. (Studio de Yoga Wanderlust)	-	100	-	100
	9303-6408 Québec inc. (Atelier d'usinage de précision Innova)	-	-	163	163
	Alta Précision inc.	200	-	-	200
	C.R.H. Oral Design inc.	-	324	-	324
	C.T.M. Adhesives inc.	-	638	-	638
	Datsit Sphère inc. (anc. Datsit Studios inc.)	1 000	1 445	-	2 445
	Éditions Info Presse inc.	-	328	-	328
	Exploration Azimut inc.	100	-	-	100
	Exploration Khalkos inc.	50	-	-	50
	Faspac Plastiks inc.	-	500	-	500
	G. & S. Fer-Aluminium inc.	-	337	-	337
	Groupe Bugatti inc. (Le)	-	1 500	-	1 500
	Groupe CDREM inc.	-	400	-	400
	Groupe Gorski ltée	-	885	-	885
	Groupe Shemie inc.	-	-	915	915
	JSS Recherche Médicale inc.	2 000	367	-	2 367
	Leeza Distribution inc.	-	-	-	-
	M.C. Crystal inc.	-	-	150	150
	Masdel inc.	725	1 170	-	1 895
	Multiforme Métal inc.	-	-	500	500
	Oboxmedia inc.	-	382	-	382
	Reftech international inc.	-	-	250	250
	TV5 Québec Canada	-	-	275	275
	Total Montréal	4 075	8 501	2 956	15 532
	Nord-du-Québec				
	9223-3196 Québec inc. (Rona)	-	-	200	200
	9249-2206 Québec inc. (Construction Baie-James inc.)	-	137	-	137
	Corporation Tomagold	80	-	-	80
	Exploration Dios inc.	16	-	-	16
	Exploration Kintavar inc.	89	-	-	89
	Exploration Midland inc.	75	-	-	75
	Harfang Exploration inc.	63	-	-	63
	Ressources Beaufield inc.	53	-	-	53
	Ressources GéoMégA inc.	164	-	-	164
	Ressources Sirios inc.	144	-	-	144
	Ressources Sphinx ltée	50	-	-	50
	Ressources Tarku	51	-	-	51
	Ressources X-Terra inc.	50	-	-	50
	Société d'exploration minière Vior inc.	64	-	-	64
	Stelmine Canada ltée	56	-	-	56
	Total Nord-du-Québec	955	137	200	1 292

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	130395 Canada Inc. (Nordex Inc.)	1 875	-	-	1 875
	2526-0100 Qc inc. (Terrassement J. Fortin)	-	-	368	368
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	105	105
	2956-7062 Québec (NAPA La Baie)	-	68	-	68
	9165-8021 Québec inc. (Transport R.C.L.)	-	200	-	200
	9182-6032 Québec inc. (La Bonne Patate)	-	-	148	148
	9216-3146 Québec inc. (Micro Brasserie du Saguenay)	-	-	92	92
	9244-7770 Québec inc. (Voie Maltée)	-	-	31	31
	9328-9486 Québec inc.	390	292	-	682
	9348-0739 Québec inc. (L'Usine - VM)	-	-	185	185
	9365-4606 Québec inc. (Voie Maltée - Holding)	825	-	-	825
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	221	221
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	-	135	-	135
	Communications Télésignal inc.	337	-	-	337
	Constructions Fabmec inc.	-	-	375	375
	Déménagement Tremblay Express Itée (Les)	250	-	225	475
	DERYtelecom inc.	-	-	2 077	2 077
	Équipements industriels Barsatech inc.	-	-	237	237
	Équipements Villeneuve inc.	-	500	-	500
	Fenêtres Réjean Tremblay inc. (Les)	-	325	-	325
	Flash Néon inc.	-	-	155	155
	Foresco Holding inc.	-	240	-	240
	Gestion R. et G.G. inc.	2 000	-	-	2 000
	Groupe E.D.S. inc.	-	125	-	125
	Imprimeurs Associés ICLT-Commerciale inc. (Les)	-	150	-	150
	Industries G.R.C. inc. (Les)	-	135	-	135
	Mermax inc.	-	-	153	153
	Messagerie du Fjord inc.	-	38	-	38
	Métatube (1993) inc.	-	150	-	150
	Pavillon des Mille Fleurs inc.	-	-	1 250	1 250
	Restaurant La Cuisine inc.	-	138	-	138
	Sécuor inc.	-	193	100	293
	Taimi R & D inc.	-	205	-	205
	Télénet Informatique inc.	500	101	-	601
	Transport Réal Villeneuve inc.	-	275	-	275
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	6 177	3 270	5 722	15 169
		29 179	42 395	33 109	104 683
	Fonds engagés mais non déboursés				3 023
	Total Capital croissance PME II, s.e.c.				107 706

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2017	Desjardins – Innovatech S.E.C.	54,49				
	7525443 Canada inc. (Inflotrox)	400	-	-		400
	9088-9148 Québec inc. (Usinage SM)	-	145	-		145
	9310-3760 Québec inc. (Interface Corporelle)	-	68	-		68
	9360-4742 Québec inc. (LONGPREBP Béton Préfabriqué)	-	33	-		33
	9493662 Canada inc. (Ananda Devices)	-	74	-		74
	9813063 Canada inc.(Mes Machines Intelligentes)	-	68	-		68
	Achronix Semiconductor Corporation	-	-	-		-
	Airex Énergie inc.	545	-	409		954
	Alaya Soins inc.	-	136	-		136
	Albert Perron inc.	470	-	-		470
	AppMed inc.	-	70	-		70
	AxesNetwork Solutions inc.	1 933	-	-		1 933
	Biocéan Canada inc.	272	55	-		327
	Biomomentum inc.	-	144	-		144
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.	-	10	-		10
	CmLabs Simulations inc.	818	-	272		1 090
	Dymedso inc.	-	70	-		70
	E2Metrix inc.	348	409	-		757
	EMcision International inc.	-	143	-		143
	Emerillon Capital s.e.c.	3 099	-	-		3 099
	Emovi inc.	-	145	-		145
	Entreprise de développement durable Énergie Solutions et Associés inc. (Les)	-	68	-		68
	Fonds Entrepria Nord, s.e.c. (Le)	304	-	-		304
	FreeLinc Technologies Inc.	-	-	-		-
	FreeLinc Technologies LLC	-	-	-		-
	Groupe Icible inc.	-	161	-		161
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	127	-		127
	Gullivert Technologies inc.	109	-	-		109
	Hortau inc.	-	-	343		343
	Imagia Cybernétique inc.	1 334	-	-		1 334
	Imeka Solutions inc.	-	195	-		195
	Indalo Studio inc.	-	71	-		71
	Innomalt inc.	-	179	-		179
	Ionodes inc.	316	-	-		316
	Kinésiq inc.	-	70	-		70
	Kube Innovation inc.	-	69	-		69
	Laboratoire M2 inc.	817	-	-		817
	Laboratoires Delve inc.	-	663	-		663
	Laserax inc.	-	790	-		790
	LeddarTech inc.	714	-	-		714
	LVL Global inc.	191	-	-		191
	nGUVU Technologies inc.	817	-	-		817
	Optina Diagnostiques inc.	-	145	-		145
	OXO Fab inc.	-	70	-		70
	Oxy'Nov inc.	-	280	-		280
	Prevtex Microbia inc.	2 094	-	-		2 094
	Produits forestiers LAMCO inc.	311	-	-		311
	Rekruti Solutions inc.	-	256	-		256
	Ressources Nippon Dragon inc.	178	-	-		178
	Société de gestion de projets Ecotierra inc.	-	287	-		287
	Solutions Greybox inc.	-	69	-		69
	Solutions Interactives de validation 88 inc.	272	545	-		817
	Technologie leadfox inc.	-	27	-		27
	Technologies Innovatrices d'imagerie inc.	1 090	-	-		1 090
	Technologies Inocucor inc.	2 866	-	-		2 866

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Desjardins – Innovatech S.E.C. (suite)	54,49			
	Technologies Intelia inc.	235	-	-	235
	Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.	-	287	-	287
	TSO3 inc.	772	-	-	772
	Vantrix Corporation	-	-	-	-
	VIMAC Early Stage Fund L.P.	610	-	-	610
		20 915	5 929	1 024	27 868
	Fonds engagés mais non déboursés				7 680
	Total Desjardins - Innovatech S.E.C.				35 548

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilegiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2017	Société en commandite Essor et Coopération	94,55			
	Agropur Coopérative	4 727	-	-	4 727
	Central Café - Coop de solidarité	189	-	-	189
	Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	4 727	-	-	4 727
	Club coopératif de consommation d'Amos	946	-	-	946
	Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francis	-	736	-	736
	Coopérative de travailleurs actionnaires de Xpertdoc Technologies	473	284	-	757
	Coopérative forestière de Petit Paris	-	864	-	864
	Coopérative Vision-Éducation	756	-	-	756
	École Plein Soleil (Association coopérative)	473	-	-	473
	Fédération des coopératives funéraires du Québec	604	-	-	604
	Fédération québécoise des coopératives forestières	421	-	-	421
	Journal de Lévis, coopérative de solidarité (Le)	-	359	-	359
	La Coop fédérée	4 727	-	-	4 727
	La Coop Unifrontières	946	-	-	946
	Unicoop Coopérative agricole	1 418	-	-	1 418
		20 407	2 243	-	22 650
	Fonds engagés mais non déboursés				5 044
	Total Société en commandite Essor et Coopération				27 694

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.



2, complexe Desjardins
C.P. 760, succ. Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8

Relations avec les investisseurs :
1 888 522-3222

capitalregional.com